

**REPUBLIQUE DE GUINEE**

**Travail-Justice-Solidarité**



**MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS**

**PROJET D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE  
LA ROUTE LOLA – FRONTIERE DE COTE D'IVOIRE**

**\*\*\*\*\***

**PLAN D'ENGAGEMENTS  
DES PARTIES PRENANTES**

**Version de Juin 2018**

## **TABLE DES MATIERES**

<b><i>SIGLES ET ABREVIATIONS.....</i></b>	<b><i>4</i></b>
<b><i>LISTE DES TABLEAUX.....</i></b>	<b><i>4</i></b>
<b><i>LISTE DES FIGURES.....</i></b>	<b><i>5</i></b>
<b><i>I. INTRODUCTION .....</i></b>	<b><i>6</i></b>
1.1 Contexte du présent document .....	6
1.2 Cadre de référence du présent document .....	7
1.3 Objectif du plan .....	7
<b><i>II. DESCRIPTION DU PROJET .....</i></b>	<b><i>8</i></b>
2.1 Contexte .....	8
2.2 Localisation du projet.....	8
2.3 Principales caractéristiques du Projet .....	9
2.4 Phasage de la construction du Projet.....	11
2.4.1 Phase préparatoire .....	11
2.4.2 Phase d'exécution des travaux .....	12
2.4.3 Phase d'exploitation .....	12
<b><i>III. CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE.....</i></b>	<b><i>13</i></b>
3.1 Législation guinéenne .....	13
3.2 Exigences de la BAD.....	13
<b><i>IV. ACTIVITES DE CONSULTATION PASSEES.....</i></b>	<b><i>16</i></b>
4.1 Vue générale.....	16
4.2 Programmes des consultations publiques réalisées .....	17
4.3 Résultats des échanges avec les parties prenantes .....	23
4.3.1 Résultats des consultations publiques de l'EIES de 2014.....	23
4.3.2 Résultats des consultations publiques de 2016 .....	24
4.3.3 Résultats des compensations publiques dans le cadre de l'EIES et du PARC de 2017 .....	24
4.3.4 Résultats de la consultation publique d'octobre 2017.....	29
4.3.5 Résultats de l'audience publique du CTAE.....	29
4.3.6 Résultats des consultations publiques de janvier – avril 2018 .....	30
4.1 Documentation et restitution des résultats des activités de consultation .....	32
<b><i>V. IDENTIFICATION DES PARTIES PRENANTES .....</i></b>	<b><i>33</i></b>
5.1 Définition des parties prenantes .....	33
5.2 Vue générale des impacts potentiels du Projet .....	33
5.3 Parties affectées par le Projet .....	33
5.4 Parties intéressées par le Projet .....	34
<b><i>VI. PROGRAMME D'ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES .....</i></b>	<b><i>37</i></b>
6.1 Principes généraux .....	37

<b>6.2</b>	<b>Outils et méthodes de consultation .....</b>	<b>37</b>
6.2.1	<i>Objectifs d'ensemble.....</i>	37
6.2.2	<i>Réunions publiques d'information et de consultation .....</i>	38
6.2.3	<i>Journées Portes Ouvertes .....</i>	39
6.2.4	<i>Ateliers de travail.....</i>	40
6.2.5	<i>Entrevues en face à face.....</i>	40
6.2.6	<i>Discussions en focus groupes .....</i>	40
6.2.7	<i>Point focal de liaison dans les localités .....</i>	41
<b>6.3</b>	<b>Outils et méthodes de diffusion de l'information .....</b>	<b>42</b>
6.3.1	<i>Niveau d'alphabétisation de la population .....</i>	42
6.3.2	<i>Communiqués de presse et utilisation des mass medias .....</i>	42
6.3.3	<i>Enquête publique liée à l'étude d'impact sur l'environnement .....</i>	42
<b>VII.</b>	<b><i>GESTION DES PLAINTES .....</i></b>	<b>45</b>
7.1	<b>Objectifs et présentation d'ensemble .....</b>	<b>45</b>
7.2	<b>Types de plaintes et conflits à traiter .....</b>	<b>45</b>
7.2.1	<i>Compensations .....</i>	45
7.2.2	<i>Autres thématiques susceptibles de générer des plaintes .....</i>	45
7.3	<b>Mécanisme de résolution .....</b>	<b>46</b>
7.3.1	<i>Compensations .....</i>	46
7.3.2	<i>Autres thématiques .....</i>	48
<b>VIII.</b>	<b><i>MISE EN OEUVRE DU PEPP .....</i></b>	<b>49</b>
8.1	<b>Cadre organisationnel d'exécution du PEPP .....</b>	<b>49</b>
8.2	<b>Suivi et production de rapports .....</b>	<b>49</b>
8.2.1	<i>Suivi .....</i>	49
8.2.2	<i>Rapports .....</i>	49
8.3	<b>Actualisation du présent PEPP .....</b>	<b>49</b>
	<b><i>ANNEXE 1 – MODELE DE COMPTE-RENDU DE REUNION .....</i></b>	<b>50</b>
	<b><i>ANNEXE 2 – MODELE DE FICHE DE PLAINTES.....</i></b>	<b>51</b>
	<b><i>ANNEXE 3 : COMMUNIQUE RADIO DU 2 AVRIL 2018 .....</i></b>	<b>52</b>

## SIGLES ET ABREVIATIONS

AGEROUTE	Agence de Gestion des Routes
BAD	Banque Africaine de Développement
BGEEE	Bureau Guinéen d’Evaluation des Etudes en Environnementales
BNETD	Bureau National d’Etudes Techniques et de Développement
CAI	Commission Administrative d’Indemnisation
CE- PARC	Cellule d’Exécution du Plan d’Action de Réinstallation et de Compensation
Cf	Confère
CR	Commune Rurale
CS	Comité de suivi
DDPE	Direction du Domaine et du Patrimoine d’Etat
DEAH	Département de l’Environnement de l’Assainissement et de l’Hydraulique
EIIES	Evaluation Intégrée des Impacts Environnementaux et Sociaux
MDDEF	Ministère du développement durable, de l’Environnement, des Eaux et forêt
MEF	Ministère de l’Economie et des Finances
MTP	Ministère des Travaux Publics
OCS	Organisations de la Société Civile
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAPs	Personnes Affectées par le Projet
PARC	Plan d’Action de Réinstallation et de Compensation
<b>PEES</b>	<b>Procédures d’Evaluation Environnementale et Sociale</b>
PEPP	Plan d’Engagement des Parties Prenantes
REIES	Rapport d’Etude d’Impact Environnemental et Social
UFM	Union du Fleuve Mano

## LISTE DES TABLEAUX

<i>Tableau 1 : consultations publiques de décembre 2016 et octobre 2017 .....</i>	<i>18</i>
<i>Tableau 2 : synthèse des consultations publiques (Avis- préoccupation et attentes) .....</i>	<i>25</i>
<i>Tableau 3 : catégories de personnes affectées .....</i>	<i>34</i>
<i>Tableau 4 : parties intéressées par le Projet .....</i>	<i>35</i>

## **LISTE DES FIGURES**

<i>Figure 1 : carte de localisation de la zone du projet.....</i>	<i>9</i>
<i>Figure 2 : profil en travers type de la section courante .....</i>	<i>10</i>
<i>Figure 3 : profil en travers de la route à la traversée des villages .....</i>	<i>11</i>
<i>Figure 4 : articulation du mécanisme de règlement des plaintes .....</i>	<i>47</i>

## **I. INTRODUCTION**

### **1.1 Contexte du présent document**

Le présent document est le Plan d'Engagement des Parties Prenantes (PEPP) du projet d'aménagement et de bitumage de la route Lola – frontière de Côte d'Ivoire en République de Guinée. Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'exécution du Programme d'Aménagement de Routes et de Facilitation du Transport au sein de l'Union du Fleuve Mano (UFM) financé par le Groupe de la BAD au profit de la Côte d'Ivoire, de la Guinée et du Liberia sur un linéaire total de 276,35 km.

La composante Guinéenne du projet concerne le bitumage de la route Lola (N'Zoo)-frontière de la Côte d'Ivoire sur une distance d'environ 40 km. Cette route se situe dans le sud de la République de Guinée, dans la région de la Guinée Forestière, préfecture de Lola.

Un rapport d'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) et un Plan Complet de Réinstallation (PCR) ont été élaborés en avril 2014 pour la section Lola-Frontière Côte d'Ivoire. Ils ont été révisés en août 2014 et en 2016.

En décembre 2016, le Bureau Guinéen d'Etude et Evaluation Environnementale (BGEEE), a organisé des audiences publiques, conformément à la réglementation nationale en vigueur. A la suite de ces audiences, le Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts a délivré le certificat de conformité environnemental le 20 décembre 2016.

En 2017, une actualisation de l'EIES et du Plan d'Action de Réinstallation et de Compensation (PARC) a été réalisée par le Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD) de Côte d'Ivoire conformément aux directives et procédures d'évaluation environnementale et sociale de la Banque Africaine de Développement (BAD) pour les projets de Catégorie 1 ainsi que des politiques en vigueur en Guinée.

Le Plan est élaboré de façon à ce que les consultations avec les parties prenantes externes soient communiquées et comprises par toutes lesdites parties prenantes durant toutes les phases du Projet. Les parties prenantes comprennent toutes les organisations externes et les personnes susceptibles d'être affectées par le Projet ou qui ont un intérêt dans le Projet. Elles peuvent inclure les représentants élus, les autorités gouvernementales et d'autres organismes publics, les personnes touchées et leurs représentants, les entreprises commerciales et communautaires, les organisations non gouvernementales représentant, entre autres, des intérêts environnementaux, sociaux, professionnels, commerciaux, les organisations universitaires et de recherche, les organismes internationaux, les représentants de la société civile et le grand public.

Le plan présente la démarche suivie par le Projet afin de mettre en œuvre un robuste programme de dialogue avec tous ces différents groupes de parties prenantes, conformément à la législation guinéenne et aux exigences de la BAD en la matière.

Le plan est un document évolutif qui sera développé progressivement. Il a été réalisé en 2017 et trois mises à jour ont été faites. Ces mises à jour seront faites au fur et à mesure de la mise en œuvre du projet.

## **1.2 Cadre de référence du présent document**

Le présent PEPP est élaboré conformément à la législation guinéenne en matière d'étude d'impact environnemental et aux directives de la Banque Africaine de Développement relatives aux études d'impacts et à la consultation dont elles doivent faire l'objet. Le chapitre 3 présente de manière détaillée le cadre juridique applicable.

## **1.3 Objectif du plan**

Pour l'ensemble des parties prenantes consultées, la bonne marche du projet de route Lola Frontière Côte d'Ivoire dépendra essentiellement de la communication, c'est à dire de la capacité des responsables à capitaliser, mutualiser et diffuser des informations tout en s'assurant qu'elles ont bien été comprises dans le temps souhaité.

En effet, le constat global est que dans la plupart des cas, les éléments d'information relatifs aux projets ne leurs sont communiqués qu'au moment de l'exécution. Les personnes mobilisées se retrouvent alors contraintes d'agir dans l'urgence sans pouvoir avoir le temps de consulter à leur tour les personnes intéressées.

Les causes de ces problèmes peuvent être multiples : complexité des canaux de communication et de la chaîne décisionnelle, absence d'un échelon du projet pendant une courte période, non prise en compte des coûts relatifs à la diffusion de l'information, négligence volontaire à des fins personnelles, etc. Pour toutes ces raisons, la chaîne de communication doit être claire et reposer sur des engagements et moyens solides.

En accord avec les meilleures pratiques actuelles, le plan a été élaboré de façon à ce que cette participation:

- soit libre, préalable et informée ;
- s'assure de la prise en compte des opinions exprimées ;
- soit menée sur la base d'informations accessibles, compréhensibles, pertinentes et opportunes ;
- soit entreprise de manière appropriée sur le plan culturel ;
- inclue toutes les personnes intéressées ou affectées par le Projet ;
- réalise un dialogue bilatéral ; et soit coopérative, et inclue des mécanismes explicites permettant de recevoir, de documenter et de répondre aux commentaires reçus.

## **II. DESCRIPTION DU PROJET**

### **2.1 Contexte**

La Banque Africaine de Développement (BAD) a approuvée le 18 décembre 2014, le Programme d'Aménagement de Routes et de Facilitation du Transport au sein de l'Union du Fleuve Mano (UFM) au profit de la Côte d'Ivoire, de la Guinée et du Libéria. Il s'agit de 276,35 km de routes encore en terre difficilement praticables surtout en période hivernale, avec plusieurs ouvrages de franchissements vétustes et en bois. Durant ces vingt (20) dernières années cette région a été caractérisée par maints facteurs qui ont rendu, et continuent de l'être, la circulation des personnes et de leurs biens. L'existence des contrôles routiers et l'inadaptation des postes frontaliers ont également favorisé l'enclavement de cette partie de la région fragilisant toujours le mouvement de populations partageant séculairement l'histoire et la géographie.

Ces voies de communications terrestres enregistrent un trafic à croître compte tenu des l'importance des échanges socioéconomiques de la zone et des efforts consentis par les Etats et leurs partenaires au développement pour sortir ces pays des crises répétées subies çà et là durant deux décennies. Pour résoudre cette problématique du trafic actuel et dans le futur, il s'avère urgent et pressant d'améliorer le niveau de desserte routière afin de rendre le trafic en toute saison tout en diminuant considérablement les contrôles frontaliers. Pour faciliter cette accessibilité inter-état, nécessité s'impose de procéder à l'aménagement et au bitumage des routes ainsi que l'aménagement de postes frontaliers pour des contrôles conjoints.

De manière globale, le programme comprend les composantes suivantes: -i- des aménagements des routes et mise en œuvre de mesures d'atténuation. Pour les routes il s'agit de 276,35 km dont 140,6 km en Côte d'Ivoire, 39,75 km en Guinée et 96 km au Libéria. ; -ii- des aménagements connexes et mesures en faveur des femmes ; -iii- des mesures de facilitation du transport ; -iv- un appui institutionnel et -v- la gestion du programme.

Ce projet bénéficiera aux usagers du transport, transporteurs, producteurs agricoles, commerçants, artisans ainsi qu'aux millions de personnes de sa zone d'influence et particulièrement aux groupes vulnérables et défavorisés (femmes et enfants, guéris d'Ebola, orphelins, filles mères, handicapés) qui constituent la majeure partie de la population.

Pour les Etats et partenaires, l'objectif général est de soutenir la relance économique de la région de à travers l'amélioration de l'infrastructure routière et la promotion des échanges commerciaux intra-communautaires.

### **2.2 Localisation du projet**

La route concernée par le projet se situe dans le sud de la République de Guinée, dans la région de la Guinée Forestière dont Nzérékoré est la ville principale. Le projet débute à la frontière de Côte d'Ivoire, après le franchissement du fleuve Cavally, en direction de la préfecture de Lola. La fin du projet se situe au début de la voirie bitumée de Lola (au niveau du carrefour de la grande mosquée de Lola) en direction de N'Zérékoré.

Le projet actuel ne prend pas en compte la réalisation de l'ouvrage d'art qui se situe à la frontière de Côte d'Ivoire, celui-ci faisant déjà partie tronçon Danané-Frontière Guinée-Côte d'Ivoire. La carte ci-après indique la localisation du projet ; un aperçu de l'itinéraire concerné par le projet est également donné.



Figure 1 : carte de localisation de la zone du projet



Source : Rapport EIES, BNETD, 2017

## 2.3 Principales caractéristiques du Projet

### Caractéristiques des profils en travers

Le profil en travers de la route Frontière Côte d'Ivoire- Lola présente une plate forme du type route ordinaire. Elle est composée de :

- deux voies roulables de 3,70 mètres de large chacune y compris les bandes de guidage ;
- d'un accotement de part et d'autre de la chaussée de 1.50 mètres de large ;
- des fossés latéraux triangulaires bétonnés ou pas.

Soit une largeur totale de 12,00 mètres pour le profil en travers

Compte tenu des conditions de pluviométrie, de la nature des sols et de la chaussée, les valeurs suivantes ont été utilisées :

- pente transversale de la chaussée = 2,5 %
- pente transversale du fond de forme = 2,5%
- pente des accotements = 2,5 %
- pente des talus de déblai = 1/3 avec une risberme au-delà de 5 mètres de hauteur de talus
- pente des talus de remblai = 3/2.

### Structure des chaussées

Tenant compte des récents comptages des trafics effectués en mars 2014, la structure de chaussée proposée est la suivantes :

- couche de roulement : 5 cm de béton bitumineux ;
- couche de base : 12 cm de tout venant de concassage 0/31,5 ;
- couche de fondation : 20 cm de graveleux latéritique améliorés au ciment à 4%
- couche de forme : 30 cm de graveleux latéritiques naturels.

### Structure des caniveaux non couverts

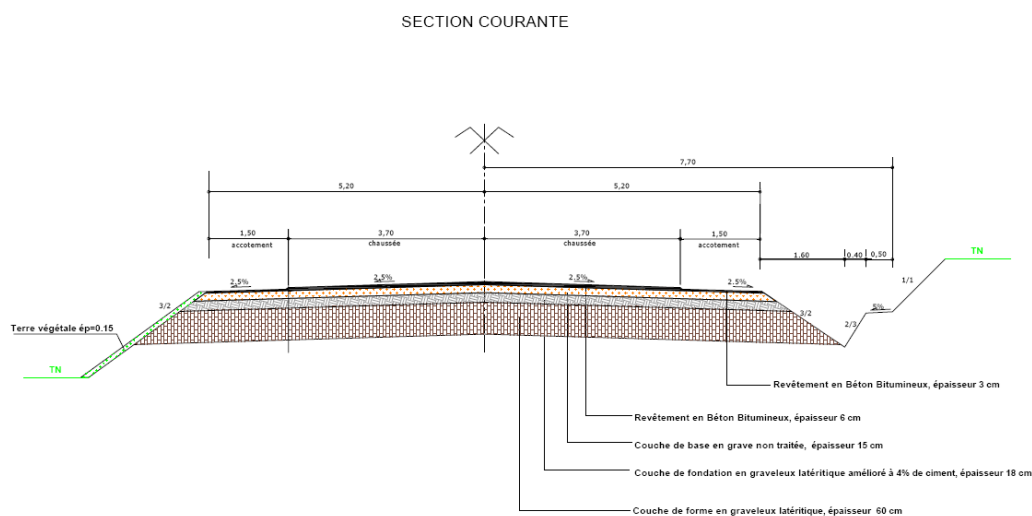
En toute section, le caniveau non couvert est constitué par le réseau d'assainissement en béton armé coulé en place avec des bordures ajourées séparant le caniveau de la chaussée.

### Drainage de la plateforme

Le drainage latéral des plates-formes est essentiellement réalisé par :

- des caniveaux bétonnés ;
- des fossés bétonnés ou en terre
- Le drainage transversal est assuré par des dalots et ponts en béton armé.

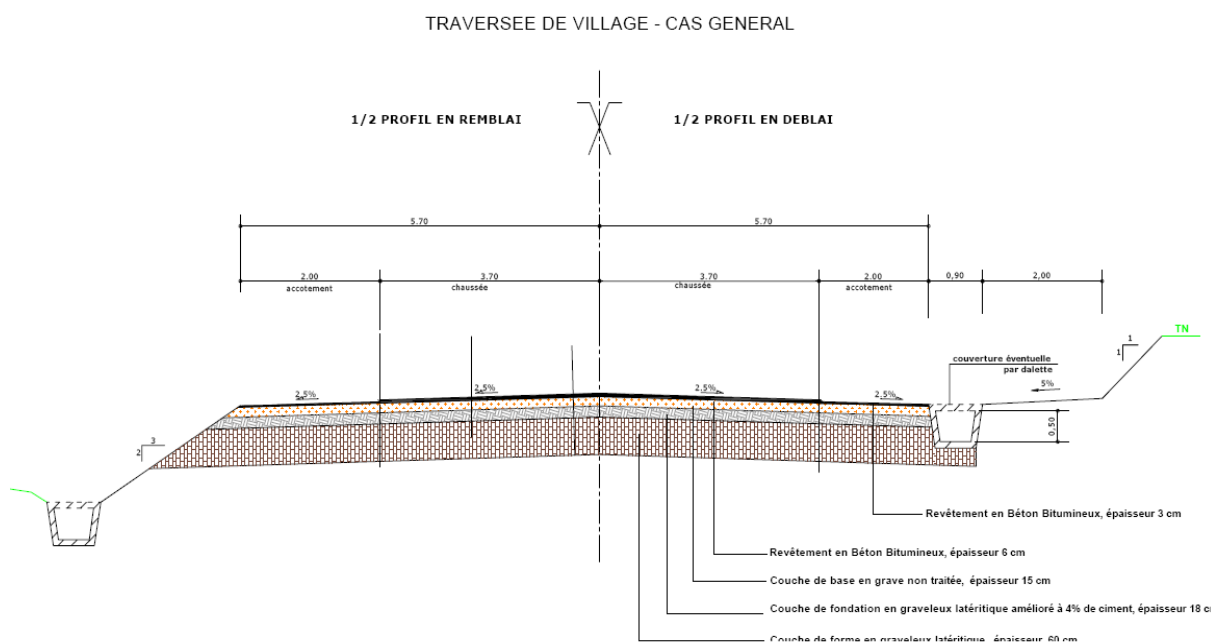
Figure 2 : profil en travers type de la section courante



Source : REIES, BNETD 2017

Le profil en travers de la route à la traversée des villages est présentée par la figure ci-après.

Figure 3 : profil en travers de la route à la traversée des villages



Source : REIES, BNETD 2017

## 2.4 Phasage de la construction du Projet

### 2.4.1 Phase préparatoire

La principale activité de cette phase hormis les études est l'installation du chantier. Il s'agit de l'installation des services généraux des entreprises des travaux pour l'ensemble des travaux comprenant :

- la préparation de l'aire des installations, y compris le débroussaillage, l'abattage des arbres et les terrassements ;
- l'aménagement des surfaces au sol pour l'implantation et la construction des bâtiments, le stockage des matériaux, le stationnement des engins et des véhicules ;
- l'aménagement ou la construction des voies d'accès à ouvrir dans le cadre des travaux et leur entretien ;
- la construction des locaux de l'entreprise : locaux du personnel, bureaux pour la mission de contrôle, ateliers, magasins de stockage ;
- la fourniture de l'eau et de l'électricité ;
- la mise en place des moyens de liaison, téléphone, radio ;
- l'amené des installations et matériels pour le démarrage du chantier ;
- les déplacements d'une manière totale ou partielle des installations générales durant le déroulement du chantier ;
- le déplacement des réseaux nécessaires à l'exécution des travaux d'installation ;
- l'identification et l'aménagement des voies de déviation ;
- etc....

### **2.4.2 Phase d'exécution des travaux**

Cette phase des travaux concerne la mise en service des voies de déviation, les travaux de bitumage de la route Lola – Frontière de Côte d'Ivoire. Il s'agit notamment des travaux de terrassements sur plusieurs dizaines de mètres, et de déblais indispensables de rectification des tracés, pour les travaux de bitumage de la route Lola – Frontière de Côte d'Ivoire. De manière synthétique, on note les travaux ci-après :

- le dégagement des emprises,
- la Réalisation de terrassements généraux,
- la construction de la chaussée,
- la construction des ouvrages d'assainissement et de drainage,
- la signalisation horizontale et la signalisation verticale,

### **2.4.3 Phase d'exploitation**

La phase d'exploitation est la mise en service de la route projetée. Outre la circulation des véhicules et des piétons, il sera réalisé à l'exploitation des infrastructures, des travaux d'entretien périodique et d'inspection pour déceler et corriger les problèmes.

### III. CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

#### 3.1 Législation guinéenne

La participation du public se situe dans le cadre réglementaire du décret N°199/PRG/SGG du 8 novembre 1989, codifiant les études d'impact, de l'arrêté N° A/2013/474/MEEF/CAB du 11 mars 2013, portant adoption du Guide général le Guide général d'évaluation environnementale ; et (iv) l'arrêté N° A/2013/473/MEEF/CAB du 11 mars 2013, portant commissionnements administratifs du processus d'approbation des dossiers d'évaluation environnementale et sociale.

Elle comprend deux phases :

- **la séance d'information et de consultation du public** : réunion au cours de laquelle les partenaires au projet échangent avec les autorités locales et les populations riveraines afin d'obtenir leur adhésion à la réalisation du projet. Une stratégie commune sera définie pour la mise en œuvre du projet, dans le souci de protéger l'environnement naturel et humain ;
- **l'enquête publique** : elle consiste à mettre à la disposition du public le rapport de l'EIES et une mission composée de deux agents du bureau guinéen d'évaluation environnemental et social, du Coordinateur des Enquêtes publiques et du Directeur préfectoral de l'environnement parcourt les localités riveraines en vue de recueillir les avis et commentaires des populations concernées par le projet. Un rapport d'enquête publique est rédigé, comprenant en particulier les observations et commentaires du public.

Le guide général d'évaluation environnementale de 2013 décrit l'ensemble des démarches et procédures relatives à l'élaboration de l'EIES. Ainsi, le promoteur, le pétitionnaire ou le consultant chargé de l'étude doit initier un processus de communication avant, pendant et après l'étude d'impact de manière à ce que les opinions des parties intéressées puissent réellement influencer tant sur la conception et le choix du projet que sur la préparation de l'étude d'impact. En effet, l'étude d'impact doit considérer les intérêts, les valeurs et les préoccupations des populations locales ou régionales, selon les cas, et les impliquer dans le processus de planification du projet. Les recommandations issues des séances de consultation publique sont reportées dans un procès-verbal cosigné par le préfet et les maires des communes concernées, dûment établi par un Commissaire enquêteur recruté par le Ministère de l'environnement et à la charge du promoteur.

#### 3.2 Dans le PAR

Une consultation spécifique des parties prenantes est également requise lorsque les terres sont acquises par expropriation en vertu d'une Déclaration d'Utilité Publique (DUP) conformément au Code foncier et domanial.

#### 3.2 Exigences de la BAD

L'exécution des travaux s'appuie sur les directives des partenaires au développement, en matière de déplacement involontaire de populations, notamment sur la politique environnemental, la politique de déplacement involontaire les Procédures d'Evaluation Environnementales et Sociales (PEES) qui en ont découlé et le manuel de consultation et de participation des parties prenantes aux opérations de la Banque.

L'expérience montre que, si l'exécution n'est pas bien organisée, le déplacement involontaire de personnes intervenant dans le cadre de projets de développement engendre souvent de graves problèmes économiques et sociaux.

Conformément à la politique d'accès à l'information du groupe de la Banque Africaine de Développement de 2013, le Résumé de l'EIES; du PAR et du PGES sont classées information publiques et sont publiées sur le site web de la Banque dans le cadre du Système intégré de sauvegarde (SSI) approuvé par le Conseil. Même si le SSI n'est pas applicable à ce projet, cette bonne pratique sera prise en compte autant que possible dans la mise en œuvre du PEPP.

Selon les procédures d'évaluation environnemental et social (PEES), pendant le processus d'EES des projets de Catégorie 1, la partie Guinéenne doit conduire des consultations adéquates auprès des parties prenantes concernées, dont les bénéficiaires potentiels, les groupes affectés, les organisations de la société civile et les autorités locales, pour les informer des aspects environnementaux et sociaux du projet et pour prendre en considération leurs opinions.

Ces consultations doivent être conduites conformément aux exigences légales du pays, si elles existent, mais elles devraient au moins répondre aux exigences décrites ci-dessous :

- L'emprunteur, en l'occurrence la partie Guinéenne doit initier les consultations aussitôt que possible pendant la phase de préparation de projet. Pour que les consultations soient fructueuses, l'Emprunteur doit diffuser des informations appropriées au moment opportun, dans une forme et un langage accessibles aux groupes consultés. Ces consultations visent à recueillir de l'information sur les perceptions des parties prenantes face au projet et à obtenir leurs opinions sur les impacts environnementaux et sociaux du projet, afin de mieux définir le contenu des études d'EES;
- L'Emprunteur doit consulter les parties prenantes primaires et secondaires appropriées pendant la préparation du rapport de l'EIES. Ces consultations visent à discuter avec ces parties des objectifs et des activités proposées par le projet, à évaluer les impacts environnementaux et sociaux potentiels et à recueillir des recommandations pour améliorer le projet. L'Emprunteur doit subséquemment présenter un résumé non technique du rapport préliminaire de l'EIES pour des consultations additionnelles.
- Suite aux consultations publiques sur le rapport préliminaire de l'EIES, l'Emprunteur doit compléter le rapport de l'EIES en y décrivant le processus de consultations publiques suivi et ses résultats. Si nécessaire, l'Emprunteur doit tenir compte des préoccupations exprimées par les différentes parties prenantes et identifier des mesures permettant de prendre en considération ces préoccupations dans la conception et l'exécution du projet.
- L'Emprunteur poursuit les consultations auprès des parties prenantes appropriées au cours de l'exécution de projet (construction et exploitation) selon les besoins, afin de tenir compte des questions liées à l'ESS qui les affectent. La Banque exige que l'Emprunteur fasse rapport des résultats de ces consultations dans les rapports trimestriels soumis à la Banque.

Concernant la diffusion de l'information, les PEES de 2001 exigent que :

- Par avis public, l'Emprunteur doit mettre à la disposition des parties prenantes le rapport préliminaire de l'EIES dans un endroit public facilement accessible, dès qu'il est complété. Ce rapport doit être accompagné de la réponse préparée suite aux consultations publiques antérieures. De plus, un résumé non technique doit être distribué aux parties prenantes locales dans la langue locale, si nécessaire.
- Pour les projets de Catégorie 1, le résumé de l'EIES doit être transmis au Secrétaire Général pour circulation au Conseil d'administration (CA) au moins 120 jours avant la présentation du projet. Le résumé doit également être transmis au CIP, en français et en anglais.

## **IV. ACTIVITES DE CONSULTATION PASSEES**

### **4.1 Vue générale**

Les EIES et PARC ont été réalisées sur la base d'une approche participative impliquant les populations bénéficiaires du projet et sur lesquelles le projet est susceptible d'avoir des effets négatifs et bénéfiques. Cette approche est conforme aux textes relatifs aux Etudes d'Impact Environnemental déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement, aux textes réglementant la participation du public et aux exigences de la BAD. La consultation pour l'ensemble des deux périodes de réalisation du PARC comprend deux phases principales : (i) concertation, information et la sensibilisation de la population ; (ii) les réunions publiques.

### **4.2 Concertation, information et sensibilisation des populations de la zone du projet**

Ce processus participatif a été initié avec le souci de clarté, de transparence et de rigueur. Elle a visé à : (i) rechercher une cohérence des actions de chacun de ces acteurs concernés par le projet; (ii) favoriser l'implication dans le projet des populations riveraines; (iii) créer un climat de confiance et de coopération, et à dédramatiser les éventuels conflits par une approche objective.

Les consultants du BNETD ont eu des séances de travail avec autorités et structures techniques de l'administration, populations riveraines des emprises, opérateurs économiques, associations de femmes, de jeunes, etc. au cours desquelles des contacts directs ont été établis, afin de parler du projet, de définir les conditions de participation à la réalisation des enquêtes sur le terrain.

Au total plus de 300 personnes ont participé à ces concertations. On retient de ces concertations, la volonté des partenaires d'accompagner le projet. Toutefois, elles plaident particulièrement pour la prise en compte des doléances formulées par les populations riveraines, notamment l'utilisation de la main d'œuvre locale pour l'exécution des tâches subalternes, l'ouverture de voies d'accès, et l'indemnisation des personnes directement affectées par le projet.

#### **○ Consultation publique**

Des consultations publiques ont été menées en 2016 par le BGEEE. Ces consultations publiques avaient pour objectif d'informer et échanger avec les populations en vue de recueillir leurs avis et préoccupations par rapport aux impacts environnementaux et sociaux susceptibles d'être générés pendant les travaux et l'exploitation de la route ainsi que les mesures nécessaires pour éviter, supprimer, atténuer ou compenser les effets négatifs du projet.

Avant le démarrage des opérations de recensement, le consultant a mené des actions d'information et de sensibilisation sur les objectifs du projet, les modalités pratiques du recensement, de la collecte des données socio-économiques et de l'évaluation des biens affectées, ainsi que les mesures sociales qui seront mises en œuvre à travers le plan d'action de réinstallation.

Des courriers d'information ont été distribués à toutes les personnes installées dans la zone du projet. Pendant cette opération, ces personnes qui occupent l'emprise ont été visitées. Des entretiens avec des acteurs sociaux identifiés ont été menés en vue de relayer l'information. Il s'agit notamment des chefferies villageoises et toutes les catégories de personnes installées dans l'emprise du projet.



Dans le but d'informer toutes les populations du démarrage effectif des enquêtes de terrain, des visites de chaque localité ont été effectuées du 24 février au 06 mars 2014 pour situer les populations sur les dates de passage des enquêteurs et le déroulement des opérations.

#### ○ **Organisation de réunions publiques**

Des réunions d'information et de consultation publique se sont tenues avec les différentes catégories de personnes affectées le projet (gérants d'activités, les chefs des ménages et les propriétaires des bâtiments et de terrains) à la Préfecture de Lola, à la sous-préfecture de N'Zoo et dans les différents villages. Au cours de ces réunions les points suivants ont été développés : la consistance du projet, les opérations de collecte de données, le plan d'action de réinstallation des personnes susceptibles d'être affectées par le projet, l'organisation du recensement, les modalités d'indemnisation, le dispositif de recours, etc.

Outre les PAPs, les participants sont principalement les autorités administratives et communales, les chefs traditionnels et les populations des villages concernés par le projet. Les comptes rendus de ces réunions figurent en annexe.

Au cours des enquêtes de terrain, d'autres séances ont eu lieu du 24 février au 06 mars 2014 dans les villages pour une meilleure information des villageois, l'identification des sites sacrés et le recueil des doléances. A ces occasions, ces derniers ont pu exposer leurs préoccupations qui ont porté également sur la dimension réelle de l'emprise du projet, ainsi que les modalités de compensation prévues pour les pertes de leurs biens et revenus. Les PAPs ont souhaité que le projet puisse disposer des moyens suffisants pour les compenser à la hauteur des préjudices subis une fois les négociations terminées.

Au cours de l'actualisation du PARC en 2017, des consultations publiques ont été menées dans 13 localités traversées par la route du 19 juin au 9 juillet 2017.

## **4.2 Programmes des consultations publiques réalisées**

Dans le cadre de la conduite de l'EIES en 2014, une consultation publique a été organisée le 24 février à Lola, afin de présenter à tous les acteurs directement impliqués dans la réalisation de ce projet (autorités et structures techniques de l'administration, populations riveraines des emprises de la voie à renforcer et autres opérateurs économiques), la nécessité de la prise en compte de l'environnement naturel et humain dans sa conception, sa réalisation et son exploitation. Aussi, cette séance visait-elle, le recueil des aspirations et des attentes de ces populations vis-à-vis du projet.

En décembre 2016, une série de consultation publique a eu lieu et a permis d'informer les populations des objectifs et du contenu du projet et d'avoir leurs premières réactions en termes d'avis et de préoccupation. Ces consultations ont été menées par une équipe composée de représentants des ministères chargés respectivement de l'environnement et des travaux publics, ainsi que d'experts de la BAD. Le tableau ci-après présente le programme des consultations publiques assorties de procès-verbaux.

Tableau 1 : consultations publiques de décembre 2016 et octobre 2017

N°	Localité	Type/objet	Date	Personnes concernées et nombre	Horaires	
					Début	Fin
1.	Lola	1. Présentation du Projet de réhabilitation de bitumage de la route Frontière de Guinée-Lola  2. Echanges avec les autorités administratives, coutumières et chefs de services en vue de recueillir leurs avis et suggestions	Février 2004	A compléter	11h 25	14h17
2.	N'Zoo	Infos sur le projet et recueil avis et préoccupations/District de N'Zoo	18/12/16	A compléter	13h45	14h30
3.	Kéoulenta	Infos sur le projet et recueil avis et préoccupations/District de Kéoulenta	18/12/16	A compléter	14h45	15h10
4.	Foromota	Infos sur le projet et recueil avis et préoccupations/District de Foromota	18/12/16	21 participants dont le chef de secteur et représentant des autorités locales et coutumières, association des femmes, planteurs, autorités coutumières, élève, artisans, sages, etc.)	15h55	16h17

5.	Gbakoré	Infos sur le projet et recueil avis et préoccupations/District de Gbakoré	18/12/16	25 participants dont fondateur du village, président de district, des sages, des femmes, des jeunes, cultivateurs, commerçants, artisans, etc...	16h44	18h
6.	Wéakoré	Infos sur le projet et recueil avis et préoccupations/Place publique	18/12/16	13 participants	18h30	19h11
7.	Gogota	Infos sur le projet et recueil avis et préoccupations/District Gogota	18/12/16	12 participants dont chef de carré, paysans, commerçants,...	19h20	19h55
8.	Lola	Infos sur le projet et recueil avis et préoccupations/Résidence du Préfet	18/12/16	Préfet de Lola, Maire de la commune urbaine de Lola, représentants des administration locale et des populations	20h10	2&h30
9.	Lola	Consultation des autorités locales et administrations sur l'actualisation de l'EIES	21/06/2017	25 cadres de l'administration préfectorale, de l'agriculture,		

				CEGENS, IREB, BGEEE, DPEEF, etc.		
10.	Lola	Consultation publique sur les rapports EIES et PARC	12/10/2017	Autorités locales, représentants des administrations, représentants des communes de N'zoo, représentants de la société civile, de la jeunesse, des confessions religieuses, des sociétés minières (SMFG, WAE, Sama Resources, représentants des communautés riveraines au trace, des femmes, des sages, de la presse, du corps des conservateurs de la nature, des PAP, etc.	10h5	15h22

11.	Gwamo	Consultation publique des PAP dans le cadre de l'actualisation du PARC	30/06/2018	21 chefs de ménages et PAP		
12.	Kemeta	Consultation publique des PAP dans le cadre de l'actualisation du PARC	03/07/2018	14 chefs de ménages et PAP		
13.	Gogota	Consultation publique des PAP dans le cadre de l'actualisation du PARC	01/07/2017	26 chefs de ménages et PAP		
14.	Weyakore	Consultation publique des PAP dans le cadre de l'actualisation du PARC		13 participants dont 1 <sup>er</sup> sage, principal du collège, habitants		
15.	Foromota	Consultation publique des PAP dans le cadre de l'actualisation du PARC	30/06/2017	Chef de secteur, 23 chefs de ménages et PAP		
16.	N'zoo	Consultation publique des PAP dans le cadre de l'actualisation du PARC	30/06/2017	Maire, sous préfet, 44 chefs de ménages et PAP		
17.	Lola	Atelier de consultation sur le rapport de l'EIES, la réinstallation, regroupant les représentants de la société Guinéenne à Lola / Salle de la préfecture de Lola	12/10/17	Préfet, Maire, responsables services techniques de Lola	10h05	15h22

18.	Conakry	Audience publique du Comité Technique d'Analyse Environnementale (CTAE) du rapport de l'EIES actualisé	1 <sup>er</sup> /11/2017	Membres du CTAE + Bureau d'étude	9h30	13h35
19.	Gogota I	Consultation publique avec les populations du village de Gogota I au sujet de la préservation de la Marre Sacrée de Hourou	01/02/2018	10 personnes dont les sages du villages	<b>10h</b>	<b>13h</b>

Outre ces deux types réunions publiques, il importe surtout de retenir qu'au cours de l'actualisation du PARC, des consultations publiques ont été menées dans 13 localités traversées par la route du 19 juin au 9 juillet 2017. Le but de ces rencontres communautaires était de renseigner le PARC d'une part et, d'autre part évaluer la possibilité d'appliquer le cadre aux différentes composantes du projet de bitumage (Lola-Danaé) dans un contexte régional et dans toutes ses composantes. Les localités où les biens des populations sont impactés sont celles de Gouéla, Bourata, Doromou, Gbié, Zoo, Kéoulénta, Gbakoré, Gouamo, Wéyakoré, Gokota et Lola Centre.

En octobre 2017, on eut lieu : une enquête publique et une consultation publique par une mission composée de Mr CISSE Sidy, Coordonnateur du projet, Mr DIAWARA Lansana, chef service suivi du Plan de Gestion Environnementale et Sociale du MTP, Mr Oscar MONEMOU et Mr Fassou THEA du BGEEE. L'enquête publique a consisté, le 10 octobre, à passer dans chaque village, consulter quatre à six personnes par village pour recueillir leur avis vis-à-vis de la construction de la route.

Quant à la consultation publique, elle s'est tenue le 12 octobre 2017 de 10h05 mn à 15h22 dans la salle de conférence de la Préfecture de Lola et a porté sur la rapport de l'EIES du projet de construction de la route Lola- N'zoo Gouela frontière Côte d'Ivoire. Elle a connu la participation de 75 personnes dont le a Préfet de Lola entouré de ses collaborateurs, des cadres préfectoraux représentants des Ministères de l'Environnement, des Eaux et Forêts ; de l'Urbanisme, Habitat et Construction ; de L'élevage ; du Commerce et de l'Industrie ; du Tourisme et Artisanat ; de la Santé ; de l'Education ; des Affaires Sociales ; de l'agriculture ; du Plan, et celui des travaux publics, des autorités Sous-préfectorales et Communales de N'zoo; des représentants de la Société Civile ; de la Jeunesse; des Confessions Religieuses ; des ONG; des Sociétés Minières (Société des Mines de Fer de Guinée, West Africa Exploration et Sama Resources); des représentants des communautés riveraines au tracé de la route; des Femmes ; des Sages; de la Presse, du corps des conservateurs de la nature et de la Sécurité.

L'audience publique du 1er novembre 2017 qui a regroupé les membres du Comité Technique d'Analyse Environnementale (CTAE) dans la salle technique du Bureau Guinéen d'Etudes et d'Evaluation Environnementale du Ministère de l'Environnement des Eaux et Forêts, de 9h30mn à 13h35 mn pour l'examen et la validation du rapport d'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES). Elle a connu la participation des représentants du Ministère de l'Environnement des Eaux et Forêts (MEEF), du Ministère des Mines et de la Géologie, du Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, du Ministère des Travaux Publics, du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche scientifique, et de la Société Civile.

Les consultations menées entre le 25 janvier et le 25 avril 2018. Elles ont concerné les populations riveraines de la route, les responsables sanitaires, les acteurs locaux impliqués dans la sensibilisation communautaire ainsi que les syndicats voituriers et de taxi-moto.

### **4.3 Résultats des échanges avec les parties prenantes**

#### ***4.3.1 Résultats des consultations publiques de l'EIES de 2014***

Au cours de la consultation publique du 24 février 2014, dans l'ensemble, les parties prenantes soutiennent les aménagements de la route proposés, et plus particulièrement ceux qui

assureraient une liaison entre les villages. Aucune préoccupation particulière n'a été exprimée concernant les impacts négatifs potentiels de la route. Cependant, certains des commentaires généraux ont trait à la prise de mesures idoines pour assurer la sécurité des populations en phase de chantier.

#### ***4.3.2 Résultats des consultations publiques de 2016***

Les points ci-dessous sont revenus régulièrement à l'occasion de ces consultations publiques :

- L'intérêt des populations pour le projet routier qui va contribuer énormément à leur mieux être individuel et collectif ;
- Leur souhait d'être rassuré quant au recensement des biens qui seront impactés par le projet et leur dédommagement conséquent.
- Le souhait de recruter en priorité les jeunes des villages traversés pour les tâches non spécialisées ;
- Le respect des sites sacrés ou l'accomplissement des coutumes en cas de déplacement de certains sites ;
- La mise en place de mesures sécuritaires appropriées en temps venu pour éviter les accidents de circulation.
- La réalisation d'infrastructures connexes dans les localités traversées : pistes de désenclavement,

#### ***4.3.3 Résultats des compensations publiques dans le cadre de l'EIES et du PARC de 2017***

Les résultats des échanges avec les parties prenantes au projet permettent de distinguer les préoccupations des différentes composantes de la société et les attentes des communautés affectées par le projet.

Le tableau ci-après présente ces résultats.



Tableau 2 : synthèse des consultations publiques (Avis- préoccupation et attentes)

Rubriques	Autorités	Femmes	Jeunes	ONGs, Association, Groupement, Coopérative	Projets / Sociétés/ services de défense et de sécurité
Connaissance du projet et les craintes des populations riveraines	Les populations –de la commune urbaine de Lola – <i>Gogota, Wéyakoré, Kèmeta-</i> et de la commune rurale de N’zoo – <i>Siakata, Gbakoré, Gouamo, Foromota, Kéoulénta, N’zoo, Gbié, Doromou, Bourata, Gouéla-</i> sont suffisamment informées de l’existence du projet de bitumage de la route reliant la Guinée à la Côte d’Ivoire à partir de la préfecture de Lola (village de Gouéla) jusqu’à Danané (côté ivoirien).				
	<p>► Il est important de prévoir une gare routière à la frontière pour faciliter le contrôle des mouvements des populations. Ce point départ ou d’arrêt permettra de surveiller et de mettre fin aux fléaux liés aux déplacements.</p> <p>► A Kéoulénta, le souhait des communautés est la réalisation des compensations des PAPs avant l’entame des travaux de terrain. La population a peur et doute de la crédibilité de certains agents impliqués dans la gestion projets.</p> <p>► Tenir compte des sites sacrés et/ou culturels des communautés en présence afin d’éviter tout choc de sensibilité.</p> <p>► Bitumer la partie guinéenne avec la même qualité, garantie et dimension que ce ivoirienne car nos localités sont voisines à celle de la Côte d’Ivoire.</p> <p>► Cette question découle d’l’émulation et ou du manque de confiance aux réalisateurs ou gestionnaires de projets en Guinée.</p>	<p>► Tenant compte des événements de la MVE de 2014-2015, ce service sera le premier poste de contrôle des maladies à potentiel épidémique (MVE, Rougeole, Poliomyélite, paludisme, Méningite, etc..) et de VIH.</p> <p>► A Kéoulénta, après avoir dédommager les bâtis affectés, il faut sécuriser les populations riveraines surtout les enfants et les vieilles personnes en érigeant des ralentisseurs (dos d’âne, cassis.) dans les agglomérations et ce pour alerter les usagers (transporteurs) qui traversent les localités.</p> <p>► Les cas d’accidents sont la seule inquiétude des femmes de Kéoulénta.</p> <p>► Adduction d’eau potable (forage).</p> <p>► Construire un poste de santé (surtout pour les femmes et les enfants).</p> <p>► Construire une école primaire à cycle complet.</p> <p>► Electrifier le village.</p>	<p>► L’emploi de la de la jeunesse locale (en fonction du niveau de qualification ou en qualité de manœuvre) au cours des travaux de bitumage demeure un des soucis majeurs.</p> <p>► Spécifiquement à Kéoulénta, achever et équiper les logements des enseignants du village.</p> <p>► Après avoir dédommagé les PAP, sans intermédiaire, compensé le terrain de sport de la jeunesse de Kéoulénta par un autre espace dans le village.</p> <p>► Dans le souci de protéger les élèves et le personnel d’encadrement, il est judicieux de clôturer l’école primaire située à proximité de l’assiette de la route.</p> <p>► Faire des points d’eau dans toutes les écoles des villages traversés.</p>	<p>► Les structures faitières, ONGs, organisations de la préfecture, de la sous-préfecture ou du district.</p> <p>► Impliquer les ONGs, coopératives associations en organisant les campagnes de sensibilisation pour un changement de comportement des populations et des usagers non habitués à la nouvelle situation.</p> <p>► Appuyer les associations villageoises agréées ou non pour développer les AGR en faveur des femmes et de la jeunesse.</p>	<p>► Renforcer la sécurité des citoyens de part et d’autre de la zone frontalière pour dissuader les vellétés de cas de crime et de fraude.</p>

<p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">Attentes des communautés</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ La communauté sollicite le déplacement du marché dans un autre endroit aménagé hors emprise de la voie à bitumer.</li> <li>▶ La plus grande crainte demeure la compensation correcte des personnes affectées par le projet.</li> <li>▶ La population s'attend à ce que les PAPs soient correctement dédommages afin que les ayants droits puissent réaliser les biens impactés ailleurs.</li> <li>▶ Construire un marché plus important à N'zoo-centre pour dégager complètement les vendeurs/et acheteurs qui longent la voie actuelle à bitumer.</li> <li>▶ Bitumer les principales artères secondaires des 2 districts centraux de N'zoo.</li> <li>▶ Au nombre des attentes, la communauté de Gogota a sollicité la construction d'un carrefour moderne au rond-point actuel qui constitue le point de jonction de la Guinée, la Côte d'Ivoire et le Libéria.</li> <li>▶ Pour mieux protéger la mare sacrée de Gogota, il a été souhaité de construire une</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Gouéla étant le dernier village guinéen reliant la côte d'Ivoire, il est important d'y créer un poste de santé dans le but de soigner d'une les femmes enceintes, la population locale qui va augmenter incessamment et de gérer le flux migratoire d'autre part.</li> <li>▶ Construire une école primaire à cycle complet car ce village ne dispose aucun centre d'éducation et/ou de formation des enfants.</li> <li>▶ Aider les femmes et les structures faitières à développer les AGR notamment le maraîchage et autres activités des communautés.</li> <li>▶ Mettre les panneaux de signalisation à tous les endroits jugés "dangereux" à l'entrée, au milieu et à la sortie toutes les agglomérations traversées.</li> <li>▶ Ouvrir les 2 voies contournant le village de N'zoo.</li> <li>▶ Construire un terrain de sport touché par l'emprise à Bourata.</li> <li>▶</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Dans le cadre des travaux de bitumage, employer les jeunes filles au même titre que les garçons.</li> <li>▶ Electrifier le village à l'image des villages ivoiriens.</li> <li>▶ Impliquer ou sélectionner un bureau/cabinet crédible pour effectuer les missions de contrôle pendant et après les travaux. Ceci pour inviter les acteurs à respecter les clauses du contrat de construction de la route (épaisseur du bitume, l'emprise, les VRD etc..).</li> <li>▶ Ouvrir des voies vers les lieux de cultes ou sacrés de tous les villages concernés.</li> <li>▶ Construire une école primaire et des parcs à bétail à Siakata et Kèmèta (villages de bouviers)</li> <li>▶ Protéger entièrement Siakata et Kèmèta qui sont des villages d'éleveurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Faciliter l'évacuation des produits agricoles locaux vers les différents marchés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Prévoir une aire de stationnement de véhicules en faveur des services de sécurité (douane).</li> <li>▶ Rénover les anciens bâtiments des services de défense et de sécurité de la frontière (police, douane, gendarmerie).</li> <li>▶ Bitumer la voie d'accès menant au bloc administratif et au logement du sous-préfet de N'zoo (bureau et logement).</li> </ul>
---	---	--	---	--	---

	clôture qui la séparerait de la grande voie à bitumer.		► La réalisation d'un collège de proximité pour résorber le nombre sans cesse croissant d'élèves à l'examen d'entrée au secondaire demeure l'une des attentes importantes..		
Moyens de réinstallations et disponibilité des terres	► Dans tous les villages de la CR de N'zoo (Bourata, Doromou, Gbié, N'zoo, Kéolénta, Foromota, Gouamo, Gbakorré, siakata), il existe des terres pour compenser ou réinstaller les familles directement touchées par l'assiette de la route.	► Les terres sont suffisamment disponibles pour relocaliser les familles et personnes touchées par le projet. ► Pour étayer la disponibilité de moyens, le district de Wéyakoré a émis l'idée de lotissement du village pour attribuer de nouveaux lots de parcelles assainis.	► La main d'œuvre locale est disponible et est prête à participer aux travaux de reconstruction de la route.		

## **Observations et doléances exprimées par les autorités administratives et les populations bénéficiaires**

Les compensations et relocalisations des PAPs seront faites dans la plus grande transparence possible et sur la base d'une négociation et en commun accord avec les communautés, les autorités administratives et coutumières locales. La réalisation du présent projet se fera par, pour et avec la participation volontaire de tous les acteurs communautaires et de la société civile.

L'essentiel des informations issues des journées de consultations publiques et des focus-groups ont porté surtout la compensation correcte de personnes et biens affectés par le projet sans intermédiation (bâtis, plantations/champs, parcelles non valorisées, ...) :

1. Les autorités administratives, coutumières et l'ensemble des couches sociales a recommandé l'adduction d'eau potable dans les tous villages traversés,
2. L'électrification de l'ensemble des agglomérations,
3. La clôture des écoles primaires et secondaire des zones riveraines
4. La réalisation de terrains de sport, maison de jeunes.
5. La construction de poste de santé dans les villages où il n'existe
6. La sécurisation des populations (surtout les enfants et les personnes âgées) à la traversée des zones couvertes en érigeant des ralentisseurs à l'entrée, au milieu et à la sortie de toutes les agglomérations.
7. La mise en place des panneaux de signalisation aux différents indiqués.
8. La Clôture des parcs à bétail ou la signalisation des villages d'éleveurs (Kèmèta et Siakata).
9. La réalisation des parcs à bétail dans les villages d'agropasteurs de Kèmèta et Siakata.
10. Le renforcement de la capacité des services de défenses et de sécurité à la frontière et dans les différentes localités.
11. Par comparaison à la Côte d'Ivoire, la qualité du travail 'épaisseur du bitume, l'assiette réelle de voie, les accotements pour les Voieries et Réseaux Divers (VRD) ainsi que le délai d'exécution du contrat ont été souvent évoqués.
12. Le personnel médical de la sous-préfecture (comptant 8 agents dont 3 de sexe féminin) recommande l'adduction d'eau potable de chaque structure sanitaire de la CR.
13. En santé, la dotation du CS et des PS en moyens de déplacement (Motos) pour une meilleure couverture médicale des zones éloignées et enclavées.
14. L'approvisionnement des services sanitaires en médicaments essentiels (pour les enfants, les femmes et pour lutter contre les maladies courantes dans les localités du projet).
15. L'élargissement et l'équipement du centre de santé du district central de N'zoo en augmentant la capacité d'accueil car il n'y a qu'une seule salle de soin qui abrite les hommes et les femmes (y compris celles enceinte). Il est nécessaire de prévoir le logement du chef de centre et de l'agent chargé des CPN.

Entre autres doléances exprimées par la Direction Préfectorale de l'Agriculture dans le cadre du projet, il s'agit de la prise en compte de la prise en compte du programme de désenclavement des zones de production dans la préfecture de Lola.

#### **4.3.4 Résultats de la consultation publique d'octobre 2017**

Les participants à la séance de consultation publique du 12 octobre, au nombre de **75** personnes inscrites dont **11** Femmes ont, suite à un débat fructueux, exprimé leur adhésion au projet et s'engagent à le soutenir dans toutes ses phases de réalisation sous réserve de la prise en compte de leurs préoccupations et suggestions exprimées au cours de cette journée de Consultation Publique.

Outre cet engagement, de nombreuses suggestions et recommandations ont été formulées par les parties prenantes et sont : l'implication des médias dans tout le processus, le respect des sites culturels et de la procédure communautaire dans la compensation de ceux affectés, le démarrage immédiat des travaux de construction de la route comme attendu impatiemment par les communautés riveraines, l'appui aux ONG, Groupements et Associations de jeunes et de femmes, la construction d'une clôture en grillage pour protéger la mare de Gogota, l'indemnisation de façon exhaustive de toutes les populations susceptibles d'être impactés par le projet, l'emploi de la main d'œuvre locale tout en priorisant les résidents locaux, la réalisation des infrastructures sociales de base, l'indemnisation des biens impactés avant le démarrage des activités, le remplacement du forage de N'zoo Gouela qui est dans l'emprise du projet, l'octroi d'un terrain de football et une gare routière à N'zoo Gouela, la protection de l'environnement, le respect du tracé de la route qui s'éloigne de l'air central, le respect des mesures d'accompagnement et de renforcement de capacité prévues dans le PGES pour la sauvegarde de la réserve en faveur du CEGENS et les autres services techniques concernés, la réalisation des travaux connexes (reprofilages de route, construction de gare routière, de centre de santé, de marché etc, comme souhaité par les communautés riveraines).

#### **4.3.5 Résultats de l'audience publique du CTAE**

L'audience publique du 1er novembre 2017 qui a regroupé les membres du Comité Technique d'Analyse Environnementale (CTAE) a abouti aux **principaux avis et préoccupations formulés ci-après.**

##### ***Sur la forme du document***

- Corriger les coquilles et fautes ;
- Reformuler la phrase relative au Virus Ebola qui prêter à confusion ;
- Indiquer les sources et références de certains tableaux ;
- Mettre les noms latins des espèces de faune et flore en italique ;

##### ***Sur le projet***

- Uniformiser les caractéristiques du projet, vitesse de référence en rase campagne, agglomérations (page 54)
- Revoir les données relatives à la distance Lola-Conakry;
- Revoir le budget prévisionnel du PARC (page 15);
- Revoir les caractéristiques géométriques, notamment tronçon Lola- frontière Côte d'Ivoire, Danané - Frontière -Guinée

##### ***Sur le cadre juridique et institutionnel***

- Rectifier les références du Code Foncier et Domanial (page 14)
- Actualiser la dénomination des Départements Ministériels et Direction préfectorale (page 15,16, 51, 52) ;
- Noter commune urbaine de lola en lieu et place de Commune Rurale( page 55) ;
- insérer la convention sur les changements climatiques;

- insérer les normes et exigences environnementales ivoiriennes en matière de protection de l'environnement;

#### ***Sur l'état initial de l'environnement***

- Donner la référence ou sources de la classification des types de sols ;
- Actualiser les données relatives aux centres et postes de santé
- Corriger les données démographiques dans la zone du projet
- Déterminer la qualité du milieu physique ( l'eau, l'air et bruit ) ;
- Evaluer correctement les valeurs floristiques
- Préparer une carte présentant la délimitation de la réserve intégrée des Monts Nimba et celle du nouveau tracé ;

#### ***Sur les risques/impacts environnementaux et sociaux***

- Etablir les indicateurs de performance pour le Plan de surveillance et de suivi environnemental (page 21) ;
- faire un bilan séparé des impacts/positifs ou négatifs pour une meilleure compréhension pendant les phases de construction et d'exploitation ;

#### **Sur le PGES**

- Prévoir un Plan de Gestion des huiles usées ;
- indiquer la méthodologie de calcul des batis dans le rapport du PARC ;
- Au niveau du PARC identifier suffisamment les personnes impactées conformément aux Directives de la BAD ;
- Préciser le calendrier de mise en œuvre du PGES ;

#### **Conclusion**

Le rapport d'étude d'impact environnemental et social du projet d'Aménagement et de bitumage de la route Lola- Frontière Côte d'Ivoire dans la Région Administrative de N'Zérékoré est déclaré recevable par le Comité Technique d'Analyse Environnementale, sous réserve de la prise en compte des observations formulées..

#### ***4.3.6 Résultats des consultations publiques de janvier – avril 2018***

- Avec les populations de 14 localités traversées par la route, il s'est agi d'informer toutes les composantes sociales des communautés sur l'approche méthodologique du volet environnemental et social du projet afin de solliciter leur participation dans la mise en œuvre des activités de sensibilisation sur les IST/SIDA, Ebola, Paludisme, sécurité routière ainsi que les questions de protection de l'environnement. Ces rencontres directes avec les communautés ont par ailleurs permis de toucher les principales personnes ressources et structures administratives et communautaires dont les secrétaires généraux de la préfecture et de la commune urbaine de Lola, les présidents de districts et les chefs secteurs, les responsables des associations communautaires de jeunesse et de femmes, les responsables des services techniques déconcentrés (éducation, santé, environnement...) , les leaders religieux (imans et prêtres) , le Sous-préfet de N'Zoo.
- Avec les responsables des structures sanitaires, l'on pas pu analyser la capacité des postes et centres de santé à répondre aux besoins de test de dépistage et de traitement des IST/VIH SIDA, Ebola et le paludisme. De ces rencontres avec le personnel sanitaire, il ressort l'existence de 12 postes de santé (dont 9 dans la commune urbaine de Lola), 2

centres de santé et 1 hôpital préfectoral. Sur l'axe routier, en dehors de la commune urbaine, seulement, le centre de santé de N'Zoo et le poste de santé de Gbakoré sont fonctionnels. Le poste de santé de Doromou est inopérant depuis 3 ans en raison du décès de l'agent de santé par suite d'Ebola. Pour le moment, l'agent de santé n'a pas encore été remplacé et le centre reste toujours fermé.

Au moins, 120 personnes mortes d'Ebola ont été dénombrées dans la zone. Les maladies fréquemment rencontrées sont : le paludisme qui demeure la première cause de mortalité des populations, les infections respiratoires aiguës (IRA), les parasitoses intestinales, les maladies diarrhéiques (le choléra, les diarrhées), le VIH/SIDA, dont le taux de prévalence globale est estimé 1,7% au niveau préfectoral.

En ce qui concerne les acteurs locaux impliqués dans la sensibilisation des populations. Les consultations ont aussi touchés les acteurs locaux impliqués dans la sensibilisation des populations. Ces acteurs, nombreux et divers, comprennent :

- La radio Mano River Union : elle émet depuis 2013 et couvre les localités sur un rayon de 40 km, de Lola à Lainé jusqu'à N'Zoo. La mission principale dévolue à la radio est la sensibilisation des populations sur les fléaux de la société (restauration de la paix et de la quiétude sociale, maladies...). Les émissions sont diffusées en langues Konö, Mano et Manika le matin de 8 à 12 h et le soir de 16 à 22 h. A la faveur de la maladie épidémiologique à virus Ebola, la radio a été utilisée par le Ministère de la santé et les partenaires au développement (OMS, OIM) pour diffuser des messages de sensibilisation en direction des populations.
- Les crieurs publics : ce sont des personnes chargées d'informer les habitants dans les communautés. Pour ce faire, ils passent de concession en concession ou s'arrêtent dans les places publiques (marchés, carrefours) pour annoncer les informations dont ils sont porteurs à l'endroit du public. Dans les communautés traversées par le projet routier, les crieurs publics ont largement contribué à rependre les informations dans tous les villages dans le cadre de la riposte à l'épidémie à virus Ebola.
- Les animateurs communautaires (AC) : ils jouent le rôle d'interface entre les communautés et les projets (éducation, santé, agriculture) intervenant au niveau local. A ce titre, ils facilitent la mobilisation sociale au tour des campagnes de sensibilisation contre les IST/SIDA, Ebola, à l'assainissement, à l'usage des latrines et des moustiquaires, mais aussi participent à référer les malades vers les structures sanitaires, à la détection et la prise en charge des enfants malnutris, au recensement des naissances, à l'énumération des décès.
- Les leaders religieux (imams et prêtres) participent également à la sensibilisation des populations. De nos jours, les églises et les mosquées sont des lieux par excellence d'information d'une masse critique de la population. Lors des réunions communautaires, les leaders religieux ont fait part de leur engagement à accompagner le projet dans le domaine de la sensibilisation des populations.
- Les organisations de la société civile (OSC) réalisent depuis plus d'une dizaine d'années des activités de sensibilisation en direction des jeunes sur des thématiques comme les IST/SIDA, la planification familiale, les mutilations génitales féminines, Ebola et le

paludisme. En partenariat avec plusieurs bailleurs (UNICEF, AGBF, USAID), ces OSC interviennent aussi dans le domaine de la sécurité routière et de la protection de l'environnement, etc.

- Les acteurs de la sécurité routière (responsables des syndicats de voituriers et de taxi motos dans la commune urbaine de Lola) ont été informés sur les risques d'accidents de la route et de leurs conséquences sur l'évolution des travaux du chantier. Au terme de cette activité, les principaux responsables syndicaux rencontrés ont à l'unanimité adhéree à l'idée de renforcer la sensibilisation des usagers de la route sur les questions de sécurité routière. Courant mai 2018, cette activité se poursuivra et touchera les responsables de la police et de la gendarmerie de Lola.

#### **4.1 Documentation et restitution des résultats des activités de consultation**

Les résultats des activités de consultations publiques ont fait l'objet de production de procès-verbaux signées par les participants et annexés aux différents documents de rapports d'EIES et de PARC.



## **V. IDENTIFICATION DES PARTIES PRENANTES**

### **5.1 Définition des parties prenantes**

En conformité avec la pratique habituelle, les parties prenantes du Projet sont classées en deux principales catégories :

- Les parties affectées par le Projet, c'est à dire les personnes ou institutions qui sont affectées par l'un des impacts potentiellement négatifs du Projet. Dans le cas présent, il s'agit pour l'essentiel des personnes affectées par l'acquisition des terrains nécessités par le Projet, et dans une moindre mesure les personnes affectées par les impacts environnementaux potentiellement négatifs identifiés par l'EIE du Projet ;
- Les parties intéressées par le Projet, qui comprennent les agences publiques concernées par les procédures mises en jeu par le Projet, les bénéficiaires du Projet (résidents et entreprises), les organisations non gouvernementales et de la société civile intéressées par le Projet, les syndicats, les entreprises susceptibles de participer à la construction ou à l'exploitation du Projet, ainsi que la presse.

### **5.2 Vue générale des impacts potentiels du Projet**

Les principaux enjeux environnementaux et sociaux liés au Projet sont les suivants :

- La proximité d'une aire protégée d'intérêt mondial, le site du Mont Nimba, patrimoine mondial du Mont Nimba et la présence d'une importante diversité biologique végétale et animale ;
- La présence de biens matériels (bâties de divers usages, champs, ateliers, boutiques, ...) qui seront impactés par la réalisation du projet ;
- La présence de sites sacrés d'intérêt culturels pour les populations locales et qui seront impactée ;
- Les besoins socio-économiques importants des populations de la zone du Projet, en termes d'infrastructures de santé et d'éducation, d'accès routier, d'eau potable et d'électricité, d'emploi et d'activités économiques, qui génèrent des attentes parfois démesurées à l'égard des bénéfices potentiels du Projet.
- Les enjeux sanitaires et sécuritaires liées aux risques de propagation des IST et du VIH/SIDA, ainsi qu'aux accidents de chantiers et de circulation, tant en phase de travaux qu'en phase d'exploitation de la route.
- La production de déchets divers du fait des travaux du chantier de construction de la route, des bases vies et de l'entretien des engins de Travaux Publics.

### **5.3 Parties affectées par le Projet**

Il s'agit essentiellement des parties prenantes suivantes :

- Personnes physiquement déplacé ;
- Personnes économiquement déplacées (personnes dont les terres ou les bâties sont affectées par le Projet) ;
- Villages voisins du Projet susceptibles d'être affectés positivement par certains bénéfices du Projet et négativement par les impacts environnementaux et sociaux des phases construction et exploitation ;

- Migrants attirés par le projet, dans l'espoir d'obtenir un emploi avant le début de l'exécution des travaux ;
- Populations autochtones et allochtones dont le patrimoine culturel est affecté par le Projet ;
- Personnes des villages avoisinants qui peuvent fournir de la main d'œuvre.

Le tableau suivant présente ces parties prenantes plus en détail.

Tableau 3 : catégories de personnes affectées

<b>Catégories de parties prenantes affectées</b>	<b>Parties prenantes</b>
Personnes physiquement déplacées	Les propriétaires de maisons d'habitation
Personnes économiquement déplacées dans les villages dont une partie des terres/biens fait partie de l'emprise du projet	Les propriétaires terriens, les fermiers, les propriétaires de bâtis commerciaux, les propriétaires de terrains lotis, les exploitants agricoles, les planteurs, les propriétaires d'équipements, les détenteurs de droits sur d'éventuels vestiges archéologiques, etc. Ces différentes catégories sont décrites en détail dans le PARC.
Villages voisins du Projet susceptibles d'être affectés positivement par certains bénéfices du Projet et négativement par les impacts environnementaux et sociaux des phases construction et exploitation	Villages voisins reliés aux localités traversées par la route
Personnes utilisant des ressources agricoles, foncières ou naturelles telles que les forêts/la diversité biologiques	Cas des populations exploitant les plantes médicinales ou alimentaires, les produits de chasse
Migrants attirés par le projet, dans l'espoir d'obtenir un emploi avant le début de l'exécution des travaux	Personnes valides guinéennes ou non guinéennes provenant des autres régions du pays, notamment jeunes sans emploi attirés par la perspective d'un emploi et/ou d'une formation
Populations autochtones et allochtones dont le patrimoine culturel est affecté par le Projet	Utilisateurs des sites culturels affectés (résidences d'esprits bienfaiteurs et autres identifiés en détail dans l'EIES et le PARC
Personnes des villages avoisinants qui peuvent fournir de la main d'œuvre.	Les personnes valides provenant des autres villages des communes de Lola et de N'Zoo

#### **5.4 Parties intéressées par le Projet**

Il s'agit essentiellement des parties prenantes suivantes :

- Services de l'Etat au niveau central ayant un rôle dans l'approbation et la réalisation du Projet ;

- Services décentralisés de l'Etat ayant un rôle dans les procédures d'expropriation et de compensation, ou dans le suivi environnemental du Projet, particulièrement au niveau de la Préfecture de Lola ;
- Divers organismes étatiques ou para-étatiques jouant un rôle dans la gestion des travailleurs, la protection sociale (assurance maladie, retraite) ;
- Les syndicats et chambres de commerce et d'industrie, aux niveaux central et local ;
- Les organismes de gestion des forêts classées et autres aires protégées ;
- Les autorités coutumières locales ;
- Les autorités religieuses locales ;
- Les ONG dont l'aire d'intérêt est environnementale et/ou sociale ;
- Les organes de presse.

Le tableau suivant apporte des précisions sur ces parties prenantes.

Tableau 4 : parties intéressées par le Projet

<b>Partie prenante</b>	<b>Nature de l'intérêt dans le Projet</b>
Le Ministère des Travaux Publics(MTP)	Assure la maîtrise d'ouvrage, représentant de l'Etat dans la supervision générale du projet
Ministère du développement durable, de l'Environnement, des Eaux et forêt (MDDEF)	Rôle de supervision environnementale et sociale, contrôle la bonne exécution du plan environnemental et social issu de l'EIES
Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)	Participe activement à l'indemnisation correcte des PAPs par la libération des ressources financières
Ministère des Transports (MT)	Intéressé par la tenue des statistiques sur l'exploitation des infrastructures routières en rapport avec les autres modes de transport
Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique	Peut intervenir dans la réalisation et de l'entretien des points d'eau et l'hydraulique villageoise améliorée. Elle participera à la réhabilitation des forages qui seront touchés par le projet
Le Ministère de la Ville et l'Aménagement du Territoire (MVAT)	Intervient dans la gestion des infrastructures, la définition et l'application des réglementations en matière d'assainissement et de protection de l'environnement.
Ministère de l'Agriculture	Intervient dans l'évaluation des coûts précis d'indemnisation des cultures.
Ministère de l'Elevage et des Ressources Animales (MERA)	Intervient dans l'appui conseil aux agropasteurs pour la prise en compte de leurs préoccupations.
Ministère de la Justice	Peut intervenir dans la procédure de réinstallation/indemnisation en cas de plainte
Ministère de la Santé	Intervient dans le traitement et/ou le suivi des cas d'épidémies et des activités de sensibilisation contre les IST et le VIH/SIDA
Les collectivités décentralisées (Communes de Lola et de N'zoo)	Participeront à l'identification des réalisations connexes et au suivi du PGES et du PARC / Appui à la résolution de problèmes dans leurs ressorts territoriaux
CPGES de la préfecture de Lola (comité préfectoral du suivi environnemental)	Chargé du suivi de la mise en œuvre du PGES

<b>Partie prenante</b>	<b>Nature de l'intérêt dans le Projet</b>
Entreprise HENAN CHINE	Entreprise chargée des travaux d'aménagement de la route et par conséquent de la mise en œuvre de plusieurs mesures du PGES
MdC (Mission de contrôle) CIRA	Intervient dans la mise en œuvre du PGES et du PARC
12 Postes de santé de Lola et N'Zoo	Vont intervenir pour le dépistage et la prise en charge pour les IST, du VIH/SIDA, paludisme et ébola. Leurs capacités sont à renforcer
Société des Mines de Fer de Guinée (SMFG)	Intéressées par les mesures de sécurité et les dispositions concernant les déviations en phase de chantier et par la phase d'exploitation de la route
La Forêt forte S.A (société d'exploitation forestière).	
Représentants traditionnels	Vont intervenir dans les procédures de déplacements de sites sacrés affectés par le projet/ Peuvent intervenir dans le règlement à l'amiable de conflits
Les leaders religieux (imams et prêtres)	Peuvent intervenir dans l'information et la sensibilisation des populations dans les lieux de culte
Syndicats voituriers et de taxi motos	Peuvent sensibiliser leurs membres sur la sécurité routière en phase de chantier et d'exploitation
Les Organisations de la Société Civile (OCS) dont les principales sont : (i) Association Nouvelle ; (ii) Association des Jeunes pour le Développement de Lola ; (iii) Association des jeunes diplômés et amis de Lola ; (iv) centre de gestion et de traitement des déchets miniers et industriels ; (v) Femmes Unies pour le développement durable ; (vi) cercle d'appui au développement intégré ; (vii) association des volontaires pour l'environnement ; (viii) Organisation des acteurs intégrés pour le développement de Lola.	Elles peuvent intervenir dans les activités de sensibilisation en direction des jeunes sur des thématiques comme les IST/SIDA, la planification familiale, les mutilations génitales féminines, Ebola et le paludisme, la sécurité routière et de la protection de l'environnement.  Aussi, les reboisements pourraient être mis en œuvre par des ONG locales.
Les organes de presse (Radio Mano River Union	Interviennent dans la diffusion d'informations sur le projet, la sensibilisation des populations en matière sanitaire, de sécurité routière et de protection de l'environnement
Les crieurs publics	Chargés d'informer les habitants dans les marchés, carrefours,...

## **VI. PROGRAMME D'ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES**

### **6.1 Principes généraux**

Le Projet se conformera aux principes suivants dans la conception et la mise en œuvre de ses actions d'information et de consultation :

- Participation libre (sans coercition), informée (information pertinente mise à disposition avant ou pendant la consultation), et à l'avance (avant que les décisions correspondantes ne soient prises) ;
- Concevoir l'engagement comme un dialogue sur l'ensemble du cycle du projet (conception, construction, exploitation) ;
- Respect des prescriptions de la législation guinéenne en matière de consultation et d'information publiques ;
- Respect des standards internationaux ;
- Conception de l'information et de la consultation comme un dialogue entre le promoteur du Projet, les communautés affectées et les autres parties concernées ;
- Inclusion dans le processus de l'ensemble des parties prenantes identifiées dans le présent plan, et appliquer les principes de non-discrimination et de transparence ;
- Inclusion des groupes susceptibles d'être marginalisés du fait du genre, de la pauvreté, de leur profil éducatif et d'autres éléments de marginalité sociale, en leur assurant un accès équitable à l'information et la possibilité de faire connaître leurs opinions et préoccupations ;
- Prise en compte effective des contributions, doléances et préoccupations issues des parties prenantes dans les décisions relatives au Projet ;
- Gérer les plaintes et y répondre de manière rapide, équilibrée, et efficace ;

En outre, l'expérience de ce type de projet en Guinée montre qu'il est généralement souhaitable de dissocier la consultation sur l'EIES et celle sur le PAR pour les raisons suivantes :

- ✓ Les publics sont différents (personnes affectées pour le PAR, parties prenantes plus larges pour l'EIES) ;
- ✓ Les intérêts sont différents : souvent l'intérêt des PAPs est focalisé sur la compensation alors que les personnes non affectées ne sont pas intéressées par certains détails relatifs à la compensation.

### **6.2 Outils et méthodes de consultation**

Cette section présente l'ensemble des outils à la disposition du Projet en matière d'engagement (information et consultation) de l'ensemble des parties prenantes, y compris les Personnes Affectées par le Projet et toutes les autres. Elle est suivie d'une section similaire consacrée aux méthodes de diffusion de l'information.

#### **6.2.1 Objectifs d'ensemble**

Les méthodes utilisées visent notamment à satisfaire aux objectifs exprimés par les standards internationaux appliqués par le Projet, à savoir :

- Etablir un dialogue constructif entre le promoteur du Projet, les communautés affectées et les autres parties concernées tout au long du cycle du Projet ;

- Engager les parties prenantes dans le processus de divulgation de l'information et de consultation d'une manière adéquate et efficace au long du cycle du Projet, en conformité avec les principes de participation publique, de non-discrimination et de transparence ;
- Assurer que les parties prenantes concernées, y compris les groupes marginalisés du fait du genre, de la pauvreté, de leur profil éducatif et d'autres éléments de marginalité sociale, disposent d'un accès équitable à l'information et de la possibilité de faire connaître leurs opinions et préoccupations, et que ces dernières sont effectivement prises en compte dans les décisions relatives au Projet ;
- évaluer et évaluer la qualité du processus d'engagement éventuellement entrepris par des tiers pour le compte du Projet.

Toutes les réunions et autres activités de consultation feront l'objet de comptes rendus, qui seront conservés par le Projet et pourront être mises à la disposition de tierces parties pour audit ou autre. L'Annexe 1 présente un modèle simple de fiche de compte-rendu de réunion.

### ***6.2.2 Réunions publiques d'information et de consultation***

La réunion publique d'information est l'un des outils les plus utilisés en matière d'information et de consultation du public dans le cadre d'un projet tel que celui considéré ici. Une telle réunion fait l'objet d'une publicité préalable par voie de presse, d'affichage local, de Web, de radio, et aussi en utilisant les relais administratifs dans les villages que sont les chefs traditionnels et/ou religieux. Ces réunions sont souvent relativement formelles car un certain ordre doit être préservé compte tenu de l'assistance généralement nombreuse. Elles se déroulent en général de la manière suivante :

- Ouverture, présentations, et introduction de l'objet de la réunion par les autorités locales ;
- Présentations du promoteur du projet (par exemple de certains aspects techniques du projet, de l'étude d'impact, ou du plan d'action de réinstallation), éventuellement assisté par les consultants spécialisés qui ont préparé ces études ;
- Débat, questions, discussions ;
- Synthèse et clôture par les autorités locales.
- La réunion publique présente les avantages suivants :
  - Elle participe de la transparence nécessaire aux actions d'engagement avec les parties prenantes : en effet, tout le monde peut entendre ce qui est dit et la réunion publique est indispensable pour couper court à des accusations, toujours possibles, de partialité dans la délivrance de l'information ;
  - Elle permet à un coût relativement réduit d'atteindre un public important (parfois jusqu'à plusieurs centaines de personnes selon la capacité des salles disponibles) ;
  - Elle permet de diffuser des messages simples à une assistance variée.
- Par contre, les réunions publiques présentent également un certain nombre d'inconvénients qui font qu'elles doivent être soigneusement préparées et organisées, et aussi qu'elles ne peuvent pas être utilisées comme l'unique outil de consultation dans un plan d'engagement.

Ces inconvénients et risques sont notamment les suivants :

- ✓ Compte tenu de l'audience nombreuse, et même si un facilitateur ou président expérimenté est utilisé, la réunion publique peut échapper au contrôle du promoteur si

par exemple certains participants provoquent un chahut délibéré pour manifester leur opposition au projet ; la réunion peut alors se trouver « prise en otage » par un petit groupe, ce qui empêche la majorité d'accéder aux informations qu'ils souhaitent obtenir ;

- ✓ La participation effective de tous les présents est difficile à obtenir, et dans la pratique ce sont certains leaders qui vont généralement prendre la parole, voire monopoliser le débat, alors que les vulnérables, les jeunes, ou les femmes peuvent éprouver des difficultés à se faire entendre dans ce type d'événements.

En résumé, la réunion publique d'information est un outil indispensable car elle apporte la transparence nécessaire à la divulgation de l'information (tout le monde entend) mais elle doit être complétée par d'autres outils pour permettre une réelle consultation inclusive et à double sens (tout le monde ne se fait pas entendre).

Les réunions publiques d'information seront utilisées avec les catégories suivantes de parties prenantes :

- Personnes affectées par le Projet ;
- Organisations de la société civile ;
- Résidents des villages voisins du Projet affectés directement ;
- Entrepreneurs et autres représentants du secteur privé susceptibles d'être intéressés par le Projet.

### **6.2.3 Journées Portes Ouvertes**

La Journée Portes Ouvertes est une méthode de consultation très efficace utilisée couramment pour la consultation autour de projets susceptibles de donner lieu à controverses en Amérique du Nord (« open house »). Les principes de cette méthode sont les suivants :

- Pendant deux à trois jours, le Projet organise un point d'information dans un lieu déterminé auquel le public peut accéder librement à l'heure qui lui convient ;
- Des documents, graphiques, vidéos, photos, cartes, affiches, présentations sont disposés dans ce point d'information et sont mis à la libre disposition des participants, qui peuvent circuler librement entre des panneaux d'affichage ou suivre des vidéos ou présentations sur ordinateur sous la conduite de représentants du Projet ;
- Le personnel du Projet est présent (habituellement 3-4 personnes) et contribue à guider les visiteurs, présenter les informations et matériaux disponibles, et à répondre aux questions éventuelles ;
- Les passages de membres du public sont consignés dans un registre (nominatif, sauf si la personne concernée s'y oppose), de même que leurs questions ou préoccupations, voire plaintes ;
- Dans le cas où le personnel présent ne peut répondre à une question, celle-ci est consignée pour qu'une réponse puisse lui être apportée plus tard ;
- Le point d'information peut être mis en place dans un bureau de l'Administration si disponible, dans un conteneur aménagé à cette fin, voire dans une caravane ou similaire ;
- La présence du point d'information sur le site est notifiée aux populations concernées par toutes voies appropriées (presse, radio, affichage, communication directe dans les villages).
- La Journée Portes Ouvertes est documentée par la prise de photos vidéos, et les registres mentionnés plus haut, qui doivent faire l'objet d'une synthèse permettant de faire ressortir les principales préoccupations des populations et les réponses apportées ou demeurant à apporter.

- Cette méthode permet d'éviter les principaux inconvénients notés à la section précédente pour les réunions publiques, et en particulier le risque de « prise en otage » mentionné plus haut. Dans la mesure où pour le présent Projet les réunions publiques (au moins une) sont requises par la législation ivoirienne sur les études d'impact, comme c'est d'ailleurs le cas dans de nombreux pays, il est souhaitable que les Journées Portes Ouvertes soient organisées en sus de la (ou des) réunions publiques.

#### **6.2.4 Ateliers de travail**

L'atelier de travail est une méthode de consultation destinée essentiellement aux cadres de l'Administration publique ou d'ONGs. Elle consiste à travailler pendant une demi-journée à une journée sur une question spécifique posée à l'initiative du Projet, et sur lequel le Projet souhaite obtenir les vues des cadres de l'Administration et/ou d'autres parties prenantes. A titre d'exemples, sont mentionnées ci-après des questions sur lesquelles des ateliers de travail et de consultation pourraient être organisés dans le cadre du présent Projet :

- Impacts sur les ressources naturelles et comment les compenser ;
- Programme de responsabilité sociale de la compagnie ; etc...

Les ateliers peuvent également être utilisés pour améliorer la connaissance des cadres locaux de l'Administration sur un point spécifique, par exemple l'EIES ou le PARC.

#### **6.2.5 Entrevues en face à face**

A l'autre extrême du spectre des méthodes de consultation et d'information disponibles se trouve l'entrevue en face à face, qui permet non seulement de partager des informations mais également de recueillir l'avis individuel du ménage sur des décisions qui le concernent (notamment l'option entre relogement et recasement). L'entrevue en face à face permet en outre la confidentialité que requièrent certaines informations et décisions. De telles entrevues ont déjà été menées dans le cadre des différentes campagnes d'enquêtes socio-économiques menées pour l'EIES et le PAR.

Bien sûr une telle méthode ne peut être utilisée de manière systématique pour tous les éléments à partager avec les ménages concernés, car elle requiert un temps et un effort considérables.

Les entrevues en face à face seront utilisées avec les catégories suivantes de parties prenantes :

- Personnes affectées par le Projet ;
- Cadres de l'Administration ;
- Organisations de la société civile.

#### **6.2.6 Discussions en focus groupes**

Les discussions en focus groupes consistent à réunir un petit groupe relativement homogène de personnes et à les inviter à discuter autour d'un thème précis. En pratique, il s'agira par exemple de discuter une question comme la compensation destinée à un groupe spécifique, ou le choix d'activités de restauration des revenus prioritaires. Il peut également s'agir de présenter et discuter les modalités par lesquelles des entreprises locales peuvent accéder aux marchés du Projet, ou de discuter d'un thème précis avec des cadres de l'Administration, des représentants de la société civile, ou des représentants d'organisations à caractère religieux ou caritatif.



Dans un focus groupe, le facilitateur pose une série de questions aux personnes présentes, et note soigneusement les réponses. Les focus groupes sont utiles pour recevoir les perceptions des parties prenantes sur un sujet donné. Cependant, il convient de prendre garde au fait que les personnes présentes dans un focus groupe ne sont pas nécessairement représentatives de l'ensemble de la population consultée (il peut, par exemple, s'agir des personnes qui avaient le temps d'assister, ce qui introduit un biais, ou de ceux qui ont la volonté de s'exprimer fortement sur un sujet donné, qui ne sont pas forcément représentatifs des vues des autres, etc...).

Les discussions en focus groupes peuvent être utilisées en guise d'outil de consultation sur des questions précises soulevées soit par le Projet, soit par certaines parties prenantes, par exemple un aspect de planification d'un site de réinstallation, ou les modalités d'accès aux marchés de construction ou autres du Projet. Elles peuvent aussi servir à consulter en vue de trancher entre deux options. Elles constituent un complément très utile à la réunion publique, dont elles n'ont pas les inconvénients.

Les discussions en focus groupe seront notamment utilisées pour consulter les représentants des populations affectées sur les questions suivantes :

- Modalités de compensation pour les diverses catégories de personnes affectées ;
- Activités de restauration des moyens d'existence ;
- Assistance aux personnes vulnérables (identification, nature des activités d'assistance).

Les discussions en focus groupes seront également utilisées avec les catégories suivantes de parties prenantes :

- Cadres de l'Administration ;
- Organisations de la société civile ;
- Entrepreneurs et autres représentants du secteur privé susceptibles d'être intéressés par le Projet.

### ***6.2.7 Point focal de liaison dans les localités***

Il est de bonne pratique pour un projet de ce type de créer un point focal de liaison facilement accessible, situé dans la zone du Projet, et assurant les missions suivantes :

- Lieu de sensibilisation, en face-à-face individualisé, ou en réunions de groupe ;
- Permet l'accompagnement des personnes dans la constitution des dossiers, notamment en vue des compensations ;
- Constitue un « guichet unique » dans le sens où toutes les informations sont disponibles au même endroit et toutes les démarches relatives à la compensation peuvent être faites au même endroit (y compris réception et explication des offres de compensation, signature des accords de compensation, formalités diverses) ;
- Constitue un lieu de réunion, par exemple pour le Comité de Suivi prévu par le PARC ;
- Sert pour la réception et le traitement des plaintes et réclamations.

Le principe du bureau de liaison est que les personnes affectées par le Projet n'ont pas besoin de se déplacer dans les multiples administrations concernées, mais que tous les services dont ces personnes ont besoin (information, plaintes, validation des documents, accès au crédit et préparation des divers dossiers nécessaires) peuvent être assurés dans un lieu unique. Le personnel de liaison du Projet est à la disposition des visiteurs aux heures ouvrables.

Le bureau de liaison permet de véhiculer l'information et d'organiser la consultation sous

plusieurs formes :

- Entrevues en tête à tête (voir ci-dessus) ;
- Réunions en focus groupes ou similaires ;
- Affichage ;
- Salle de lecture (accès à des documents volumineux sous forme papier tels que l'Etude d'Impact ou le PARC).

## **6.3 Outils et méthodes de diffusion de l'information**

### ***6.3.1 Niveau d'alphabétisation de la population***

Il est important de noter que dans la zone du Projet certaines catégories de population présentent un taux significatif d'analphabétisme. C'est ainsi que 40% des exploitants agricoles, par exemple, déclarent être analphabètes. La stratégie de consultation et de diffusion de l'information doit tenir compte de cet élément important et utiliser des outils non écrits en plus de la diffusion de textes écrits, qui demeure indispensable.

### ***6.3.2 Communiqués de presse et utilisation des mass médias***

Le projet comme les autorités locales peuvent recourir à des communiqués de presse pour apporter des informations ou répondre à des préoccupations particulières exprimées par voie de presse ou autrement. Ils peuvent également répondre aux sollicitations directes des journalistes (presse écrite, radio, TV et sites internet d'information nationaux). Les communiqués de presse sont remis directement aux organes de presse pour diffusion, et peuvent être véhiculés par la presse écrite, la radio et la télévision, ainsi que sur les réseaux sociaux type Facebook ou Twitter, selon la nature de l'information.

Ainsi, le Ministère Travaux Publics a fait diffuser le 2 avril 2018 un communiqué pour informer tous les riverains de la route d'un recensement des biens impactés et des personnes affectées les 3 et 4 avril 2018. Ce communiqué a été diffusé en 8 passages à la radio communautaire Mano River de Lola en quatre langues (Kono, Gueze, Koniake et Mano). Il est présenté en annexe n°3 au présent document.

### ***6.3.3 Enquête publique liée à l'étude d'impact sur l'environnement***

Une enquête publique doit être menée dans le cadre du processus prévu par la réglementation guinéenne au titre des études d'impact. Elle est conduite sous la responsabilité d'un commissaire enquêteur indépendant nommé par arrêté du Maire ou du Ministre chargé de l'Environnement. La procédure comporte, en principe, au moins une réunion publique dans la ou les localités concernées par le Projet et l'ouverture d'un registre d'enquête dans ces localités sur lequel le public est invité à porter ses observations et/ou questions. Sur la base de cette enquête, dont la durée est de un mois, le commissaire-enquêteur établit un rapport sur lequel le Ministère de l'Environnement peut se baser pour établir l'autorisation environnementale du Projet.

Afin d'éviter une duplication des efforts préjudiciable tant au Projet qu'aux populations concernées, il est important, dans le cas du présent Projet, d'harmoniser les modalités de consultation prévues au titre de la législation guinéenne avec les standards internationaux.

L'expérience montre que ceci est possible sans inconvénient. Il s'agit de renforcer les mesures de consultation prévues au titre de la législation ivoirienne pour qu'elles satisfassent pleinement aux standards internationaux. C'est l'objectif du plan de consultation publique présenté à la section suivante.

#### **6.4. Plan de consultation publique**

Le tableau suivant présent le plan de consultation publique pour les différentes phases et processus du Projet, visant à assurer la conformité tant à la réglementation guinéenne qu'aux standards internationaux.

L'Annexe 1 présente un formulaire simple de compte-rendu de réunion.

**Tableau 4: Consultation publique et divulgation de l'information : plan d'action**

Phase et processus	Activité de consultation	Divulgation de l'information	Calendrier Indicatif	Responsabilité
<b>PRE-CONSTRUCUTION ET CONSTRUCTION</b>				
Publication de la version révisée de l'EIES, du PGES et du PARC	Publication des versions finales actualisées de l'EIES et PGES et PARC dans la zone du projet et à Conakry	Communiqué dans les journaux de place à Conakry	A partir du 18/06/2018	MTP
Mise en œuvre du PARC	Affichage de concert avec les autorités locales de la liste des PAP dans chaque localité et ouverture d'un cahier dans chacune de ses localités pour réceptionner les observations corrections	liste des PAP dans chaque localité et ouverture des cahiers pour réceptionner les plaintes	15/06/2018	Préfecture et MTP
	Négociation des indemnisations avec les PAP et établissement des procès-verbaux pour la première tranche (biens agricoles)	Communiqué à la radio et affichage	Du 20 au 22/06/2018	MTP et président de la commission d'indemnisation
	Elaboration et communication du calendrier d'indemnisation pour chaque localité	Communiqué à la radio et affichage	15/06/2018	Préfecture et MTP
	Indemnisation des PAP et signatures des attestations et bulletins de paie pour la première tranche (biens agricoles et communautaires)	Communiqué à la radio et affichage	25 au 28/06/2018	MTP, MinFin, commission d'indemnisation
	Négociation des indemnisations avec les PAP et établissement des procès-verbaux pour la deuxième tranche (bâti)	Communiqué à la radio et affichage	29/06 au 10/07/2018	MTP et président de la commission d'indemnisation
	Indemnisation des PAP et signatures des attestations et bulletins de paie pour la deuxième tranche (bâti et commerces)	Communiqué à la radio et affichage	20 au 26/07/2018	MTP, MinFin, commission d'indemnisation

## VII. GESTION DES PLAINTES

### 7.1 Objectifs et présentation d'ensemble

Conformément au standard internationaux, le mécanisme de gestion des plaintes doit être mis en place par le promoteur du Projet pour permettre à toutes les parties prenantes, et en particulier celles qui sont affectées par le Projet, de fournir leur appréciation des propositions du Projet, de canaliser leurs préoccupations, et ainsi d'accéder à des informations ou de rechercher un recours ou une résolution. Ce mécanisme doit être efficace, accessible, prévisible, équitable, transparent, compatibles avec les droits humains, basé sur l'engagement et le dialogue, et permettre à toutes les parties concernées, y compris le promoteur du Projet, de tirer des enseignements. Son domaine concerne l'ensemble de l'opération, à l'exception des relations humaines qui relèvent d'un mécanisme de gestion des plaintes spécifique.

### 7.2 Types de plaintes et conflits à traiter

#### 7.2.1 *Compensations*

Des conflits peuvent subvenir au cours de la mise en œuvre du PARC. L'expérience montre que de nombreuses plaintes pourront être enregistrées. Dans la pratique, les plaintes et conflits qui apparaissent au cours de la mise en œuvre d'un programme de réinstallation et de compensation peuvent être les suivants:

- Erreurs dans l'identification et l'évaluation des biens, des zones d'usage etc. ;
- Désaccord sur les limites des parcelles/zones d'usage, soit entre la personne affectée et l'agence d'expropriation, ou soit entre deux voisins ;
- Conflit sur la propriété d'un bien (deux personnes/villages affectées, ou plus, déclarent être le propriétaire d'un certain bien) ;
- Désaccord sur l'évaluation d'une parcelle/zone d'usage ou d'un autre bien ;
- Successions, divorces, et autres problèmes familiaux, provoquant des conflits entre héritiers ou membres d'une même famille concernant une propriété ou des parties d'une propriété ou encore d'un autre bien donné ;
- Désaccord sur les mesures de réinstallation, sur l'emplacement d'un site de réinstallation ou le type de compensation ou d'habitat proposé ou encore les caractéristiques de la parcelle ou la qualité des nouvelles zones d'usage.

#### 7.2.2 *Autres thématiques susceptibles de générer des plaintes*

D'autres plaintes peuvent survenir durant les phases de construction et d'exploitation en liaison avec des questions environnementales ou sociales, par exemple les suivantes :

- **Environnement biophysique :**
  - ✓ Poussière générée par certaines activités de construction, et dommages associés sur des cultures ;
  - ✓ Usage d'explosifs et nuisances qu'il entraîne (bruit, poussière, vibrations, fissuration de bâtiments) ;
  - ✓ Turbidité dans les eaux de surface liées à certaines opérations en rivière, et dommages en aval pour la pêche, l'alimentation en eau potable, ou l'irrigation des cultures ;
- **Emploi et social :**
  - ✓ Afflux de migrants attirés par les perspectives d'emploi et dérangement des communautés originelles ;

- ✓ Problèmes de recrutement, allégations de pratiques discriminatoires lors des recrutements de main d'œuvre ;
- ✓ Perception que de nombreux non-locaux sont employés au détriment des locaux ;
- ✓ Problèmes de relation entre travailleurs et locaux.

### **7.3 Mécanisme de résolution**

#### **7.3.1 Compensations**

Deux types de recours sont possibles :

- D'une part, le mécanisme amiable et extra-judiciaire mis en place spécifiquement par le Projet et décrit à la section 7.3.1.1. ci-dessous ;
- D'autre part, le mécanisme judiciaire qui résulte de l'application de la loi portant code foncier et domanial.

##### **7.3.1.1 Règlement des litiges à l'amiable**

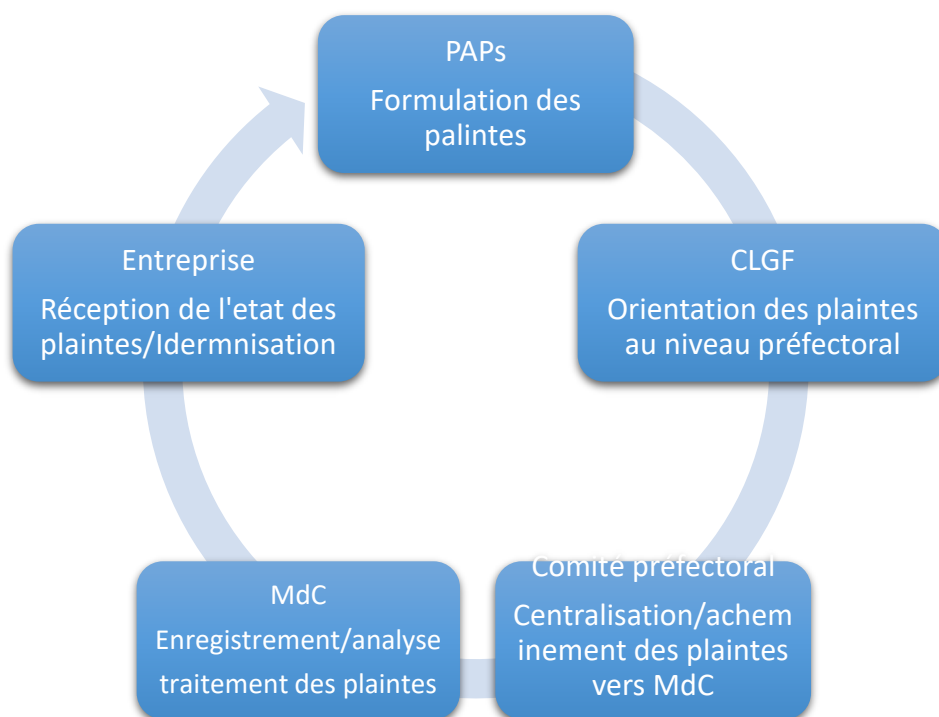
L'option privilégiée pour le règlement des différents cas de plaintes et de doléances enregistrées et ceux qui peuvent subvenir dans le cadre du présent PARC, est le traitement à l'amiable. A cet effet, le dispositif suivant sera adopté.

Au niveau des agglomérations rurales traversées par la route, dix (10) comités locaux de gestion de conflits ont été aussi mis en place. Composés de trois (3) membres dont le Président de district/Chef secteur, un membre du bureau de district/secteur et un(e) impacté(e), ces comités réceptionnent les plaintes au niveau des villages et les orientent vers le comité préfectoral d'indemnisation des PAPs par le projet.

Ce comité préfectoral de 17 membres, créé sous l'autorité du Préfet est présidé par le Secrétaire Général chargé des collectivités décentralisées. Il comprend en outre un membre de chaque communauté traversée par le projet routier et les Directeurs des services techniques déconcentrés tels que l'agriculture, l'habitat et les travaux publics. Ce comité, chargé du suivi des activités liées à la gestion des plaintes et l'indemnisation de toutes les PAPs par le projet, saisit la MdC à travers son équipe environnementale et développement communautaire.

Les plaintes sont ensuite enregistrées dans la base de données de la MdC, analysées et traitées au cas par cas, le plus souvent au terme des missions d'investigation sur le chantier avec les plaignant(e)s et le Chef des travaux de l'Entreprise. Grâce à ce mécanisme, l'inventaire et l'évaluation de l'ensemble des biens impactés sont faits puis adressés à l'Entreprise pour des fins d'indemnisation. Dans cette optique, toutes les parties prenantes sont informées sur la procédure d'indemnisation, ce qui pour le moment a permis d'éviter les litiges et les conflits sur le chantier. L'articulation du mécanisme peut être schématisée comme suit :

Figure 4 : articulation du mécanisme du règlement des plaintes



#### 7.3.1.2 Règlement des litiges par voie judiciaire (cf. Code foncier et domanial)

Selon ce code, le propriétaire en procédure d'expropriation peut en cas de conflit avec l'Administration, former un recours devant la justice d'instance s'il n'est pas satisfait de l'indemnité d'expropriation proposée par la Commission Administrative d'Indemnisation.

La procédure est automatique dès lors que la personne à exproprier ne signe pas le certificat de compensation. L'indemnité est alors consignée au Trésor en attendant la décision du juge, sur la base des expertises éventuelles qu'il sera loisible à l'intéressé ou à l'Administration de faire exécuter par un expert assermenté.

Cette procédure est suspensive de l'expropriation et de l'entrée en jouissance par l'Administration, du bien. Cependant, une fois le jugement d'expropriation prononcé, il est exécutoire même si l'intéressé forme un nouveau recours devant la juridiction compétente en appel. Ce recours relève cette fois d'une démarche délibérée de la part du requérant. L'expropriation et la démolition du bien peuvent donc dans ce cas être exécutées même si le propriétaire n'a pas perçu son indemnisation. Celle-ci demeure alors consignée au Trésor, jusqu'à ce que, soit l'intéressé abandonne la procédure et la perçoive, soit la juridiction d'appel tranche.

Dans tous les cas, la perception de la redevance par-devant le Trésorier vaut résiliation de toutes réserves sur le bien exproprié de la part des deux parties, le propriétaire et l'Administration.

Cependant, la résolution des plaintes à l'amiable est la meilleure voie de recours. Le système de gestion des plaintes doit privilégier ce recours au détriment de la voie judiciaire.

### 7.3.2 *Autres thématiques*

Les plaintes liées à des thématiques hors compensation seront enregistrées au point focal de Liaison. Un fichier spécifique de gestion des plaintes (Excel ou similaire) sera créé sur la base de la fiche d'enregistrement et de suivi de plainte présentée en Annexe 2. Ce dernier allouera la plainte au comité de règlement des plaintes ou le cas échéant à l'entreprise générale, selon le thème de la plainte. La procédure de traitement sera ensuite la suivante :

- Examen de la plainte (en interne au sein comité ou au niveau de l'entreprise générale si applicable), et formulation d'une proposition de résolution dans un délai maximal de 30 jours après ouverture du dossier;
- Dans le cas où la résolution proposée n'est pas acceptée par le plaignant, communication de la plainte à un niveau supérieur pour médiation, avec recherche d'une solution susceptible d'être agréée par les deux parties.

### 7.3.3 Etat des plaintes reçues et traitement

En général, quatre (4) types de plaintes sont enregistrés et concernent :

- des domaines touchés lors des travaux de dégagement des 40 m ;
- des domaines touchés lors des ouvertures des emprunts et des sites de dépôts ;
- des plantations de jeunes arbres fruitiers et en production détruites lors des dégagements ;
- des parcelles d'habitation et des agrégats (sable, gravier, briques).

Ainsi, sur une soixantaine de plaintes enregistrées, 38 ont été examinées et prises en charge lors du recensement des PAPs réalisé courant avril 2018. Celles non traitées (au nombre de 23) feront l'objet d'une rencontre spéciale avec l'Entreprise afin de trouver dans un bref délai des solutions d'indemnisation mutuellement acceptables.



## **VIII. MISE EN OEUVRE DU PEPP**

### **8.1 Cadre organisationnel d'exécution du PEPP**

L'exécution du PEPP est placée sous la responsabilité du Ministère des Travaux Publics, promoteur du Projet, qui affectera au moins un agent, basé localement, à l'organisation des actions de consultation, de gestion des plaintes, et d'animation du Bureau de Liaison quand ce dernier sera établi au sein de la base vie mise en place par l'entreprise générale.

### **8.2 Suivi et production de rapports**

#### **8.2.1 Suivi**

Le suivi des actions d'engagement sera interne, et concernera les principaux indicateurs suivants :

- Nombre de réunions de toutes natures tenues dans le mois ;
- Nombre cumulé de participants ;
- Problèmes spécifiques soulevés par les participants aux réunions ;
- Nombre d'incidents communautaires (type blocage d'accès de chantier, manifestation, etc...) dans le mois, durée de ces incidents, nombre de personnes impliquées, avec analyse des causes et description des actions prises pour résoudre l'incident ;
- Plaintes :
  - ✓ Etablissement de catégories simples permettant de classer les plaintes, par exemple compensation, emploi, nuisances, autres (à adapter en fonction des plaintes effectivement reçues) ;
  - ✓ Nombre de plaintes ouvertes dans le mois par catégorie ;
  - ✓ Nombre de plaintes fermées en première instance dans le mois par catégorie ;
  - ✓ Délai moyen de résolution et évolution ;
  - ✓ Nombre de plaintes soumises au second échelon pour médiation par catégorie ;
  - ✓ Nombre de plaintes fermées suite à médiation par catégorie ;
  - ✓ Nombre de plaintes donnant lieu à une procédure judiciaire en cours.

#### **8.2.2 Rapports**

Les rapports périodiques d'exécution suivants seront préparés par la CE-PAR :

- Bref (2 pages) rapport mensuel de suivi interne des activités de consultation, pouvant être intégré dans le rapport mensuel de suivi environnemental et social, sur la base d'un plan type à préparer en début d'exécution, et incluant les indicateurs ci-dessus sous forme de tableau ;
- Bref (10-12 pages) rapport semestriel de suivi interne des activités de consultation, consolidant les informations données dans les rapports mensuels et en présentant une analyse en termes d'efficacité des actions entreprises, d'enseignements à tirer, et d'actions correctives éventuelles.

### **8.3 Actualisation du présent PEPP**

Le présent PEPP pourra être actualisé si cela se justifie compte tenu de changements législatifs, de modifications dans l'organisation du Projet, ou en fonction des leçons tirées de la pratique. Le PEPP actualisé sera republié sur le site du Projet en lieu et place de la présente version initiale.

## ANNEXE 1 – MODELE DE COMPTE-RENDU DE REUNION

Date :

Lieu :

### Participants Projet :

-  
-  
-

**Autres participants** (nom, prénom, fonction)

Nombre total

-  
-  
-

### Objectif réunion et ordre du jour :

-  
-  
-

### Points et questions évoqués par le Projet :

-  
-  
-

### Points et questions soulevés par les participants :

-  
-  
-  
-

### Actions à prévoir suite à la réunion :

-  
-  
-  
-

**Etablie par :.....Date**

**Signature.....**

**ANNEXE 2 – MODELE DE FICHE DE PLAINTE**

Date :

Etabli par :

**Plaignant :**

Nom, prénom :

Localité de résidence :

N° ménage :

**Motif de la plainte** (description détaillée de la version présentée par le plaignant) :**Suivi de la plainte** (description détaillée de la version présentée par le plaignant) :

Etabli par :

Date :

### ANNEXE 3 : COMMUNIQUE RADIO DU 2 AVRIL 2018

#### COMMUNIQUE RADIO

Le Chef de la mission de supervision environnementale du projet de construction de la route Lola-N 'Zoo-Frontière Côte d'Ivoire à l'honneur d'informer tous les riverains qu'une importante mission de recensement des personnes et des biens impactés par les travaux routiers se rendra dans toutes les localités concernées le Mardi 3 Avril et Mercredi 4 Avril 2018.

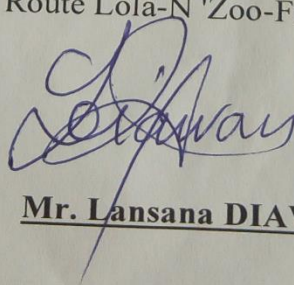
Le but de la mission est de recenser toutes les personnes et les biens impactés par les travaux routiers en vue d'une future indemnisation.

Toute personne qui ne se fera pas recenser dans ce délai se verra perdre tout droit d'indemnisation.

Le Maire de la Commune Urbaine de Lola, le Maire de la Commune Rurale de N'Zoo, les Chefs des Quartiers et Districts des localités traversées sont chargés chacun en ce qui le concerne de la sensibilisation de toutes les personnes concernées en vue d'une large mobilisation.

Lola, le 2 Avril 2018

Chef de la Mission de Supervision Environnementale  
du Projet de la Route Lola-N 'Zoo-Fr. Côte d'Ivoire.



**Mr. Lansana DIAWARA**

**Ampliatiions:**

Prefet de Lola.....1  
Maire de Lola.....1  
Maire de N'Zoo.....1  
Archive.....1/4

Ce communiqué a été diffusé 8 fois dans 4 langues locales : Kono, Gueze, Koniake et Mano.